


PLAN GENERAL DE COORDINATION

SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

OPÉRATION :

GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP – REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE ET DE LA POERTE DU HANGAR

COMMUNE DE FAA’A – ILE DE TAHITI

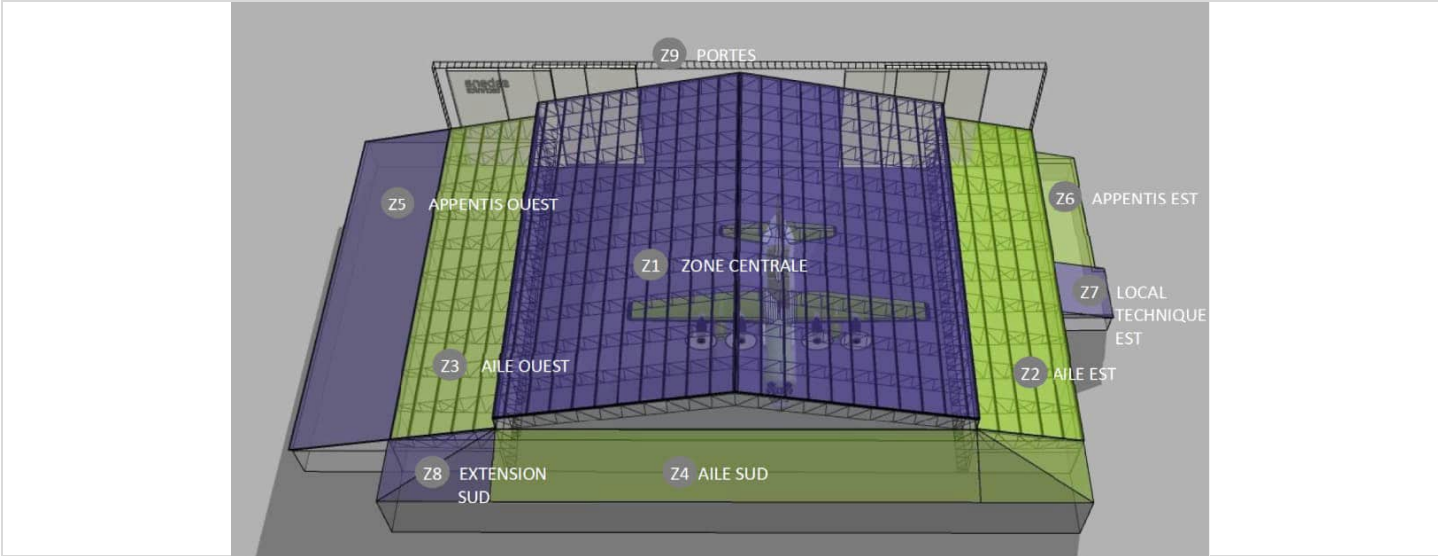


MINISTÈRE DES ARMÉES

MINISTERE DES ARMEES

CONDUITE D’OPÉRATION :

DIRECTION DE L’INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE



Le présent Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé a été établi en fonction des éléments et documents qui lui ont été communiqués par le Maître d’Ouvrage

INDICE	DATE	SUIVI DES MISES À JOUR	SUIVI DES MODIFICATIONS
Révision 0	17/05/2024	Création du document	

## IMPORTANT

- Les entreprises sont informées qu'elles peuvent proposer des variantes aux prescriptions du P.G.C.S.P.S sous réserve que les solutions proposées soit au minimum équivalent sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.
- Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la *Loi 93.18.14 du 31/12/1993 et Décret 94-1159 du 26/12/1994*, et de ses décrets d'application.
- À ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez vous organiser en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte.
- Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'informations détaillés ci-après, tout en sachant que le P.G.C.S.P.S pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.
- Les entreprises ont la possibilité de proposer des variantes au P.G.C.S.P.S sous réserve que les performances des solutions proposées soient au minimum équivalent à celle du P.G.C.S.P.S sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.
- Les entreprises devront appliquer le code du travail en matière d'hygiène et de sécurité.
- Les entreprises qui ont besoin d'informations concernant ces réglementations peuvent s'adresser à la société BUREAU VERITAS chargée de la coordination sécurité du chantier.
- Les documents seront transmis par mail au Coordonnateur SPS.
- En cas de défaillance d'une entreprise dans le respect de ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité mentionnées dans le présent PGC, celui-ci prévoit la possibilité au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une entreprise extérieure pour remplir ces obligations, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante.
- Chaque entreprise, y compris sous-traitante, devra avoir rempli ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité (Inspection commune, PPSPS, ...) avant de commencer son intervention. Elle doit prendre contact avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant d'intervenir. À défaut, elle pourra voir son intervention décalée.

NOTA: En cas de discordance entre les autres pièces du marché et le présent document qui entraînerait une incidence financière, le maître d'ouvrage donnera la priorité au document qu'il jugera le plus adapté.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

0.	NOTE PRÉLIMINAIRE.....	5
0.1	UNE NOTICE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE.....	5
0.2	CONDITIONS D'APPLICATION.....	5
0.3	PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION.....	6
0.4	OBLIGATIONS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....	6
0.5	OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS.....	6
1.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INÉRESSANT LE CHANTIER.....	8
1.1	NOM DE L'OPERATION.....	8
1.2	ADRESSE ET ACCÈS DU CHANTIER.....	8
1.3	MODE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	8
1.4	DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROGRAMME.....	8
1.5	ADRESSES DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.....	9
1.6	CALENDRIER GÉNÉRAL DES TRAVAUX.....	10
1.7	PRÉVISION DU NOMBRE D'ENTREPRISES ET DE LEUR(S) SOUS-TRAITANT(S).....	10
1.8	PRÉVISION DES EFFECTIFS SUR LE CHANTIER.....	10
1.9	LISTE DES LOTS.....	10
1.10	ORGANISMES DE PRÉVENTION POUVANT INTERVENIR SUR LE CHANTIER.....	11
1.11	SERVICES PUBLICS À CONTACTER.....	12
2.	MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS DU PROJET.....	13
2.1	OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	13
2.2	MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	14
2.3	MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....	15
2.4	MODALITÉS DE VISITE DU CHANTIER PAR DES TIERS.....	17
2.5	SANCTIONS.....	18
3.	MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....	19
3.1	ORGANISATION GÉNÉRALE DÉFINIE PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE SELON CCTP – DISPOSITION GÉNÉRALES.....	19
3.2	ENVIRONNEMENT DE CHANTIER ET PARTICULARITÉ DE L'EXISTANT.....	19
3.3	INTERFÉRENCE AVEC DES ACTIVITÉS OU D'AUTRES OPERATIONS À PROXIMITÉ.....	20
3.4	PLANIFICATION ET HORAIRES DE TRAVAIL.....	20
3.5	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	20
3.6	ACCÈS AU CHANTIER ET CIRCULATIONS EXTERIEURES AU CHANTIER.....	21
3.7	AUTORISATION D'INTERVENTION SUR SITE.....	22
3.8	ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE CHANTIER.....	22
3.9	EAU DE CHANTIER.....	23
3.10	PRÉSENCE ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE RÉSEAUX AÉRIENS ET SOUTERRAINS.....	23
3.11	DISPOSITIONS À PRENDRE EN CAS D'AVIS DE TEMPÊTE.....	23
3.12	VIGILANCE ET SÉCURISATION DURANT LA SAISON CYCLONIQUE.....	23
3.13	TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DE CHANTIER.....	24
4.	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT.....	25
4.1	VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES.....	25
4.2	PROTECTIONS COLLECTIVES.....	27
4.3	CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATÉRIELLES ET MATÉRIELS.....	28
4.4	UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION.....	29
4.5	MESURES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ.....	29
4.6	MISE EN COMMUN DES MOYENS.....	30
5.	SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	31
6.	MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT.....	32

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

6.1	ZONE ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX, DÉCHETS, DÉCOMBRES, GRAVATS, NOTAMMENT CEUX PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER .....	32
7.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE .	34
7.1	SECOURISTES DU TRAVAIL .....	34
7.2	MOYEN D'APPEL DES SECOURS .....	34
7.3	TROUSSE DE SECOURS .....	34
7.4	ACCIDENTS DU TRAVAIL .....	34
7.5	PROCÉDURE EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL .....	35
7.6	INCENDIE .....	35
8.	ANNEXES À REMPLIR PAR TOUTES LES ENTREPRISES : .....	36
8.1	FICHE D'IDENTIFICATION D'ENTREPRISE (F.I.E.) .....	36
8.2	EN CAS D'ACCIDENT .....	37
8.3	REGLEMENTATION APPLICABLE AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	38
8.4	CONCLUSIONS DU RAPPORT AMIANTE AVANT TRAVAUX N° JT200232902 DU 13/12/2023 .....	39
8.5	DIAGNOSTIC DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX N° JT200232903 DU 14/12/2023 .....	40

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 0. NOTE PRÉLIMINAIRE

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé est établi conformément à la *Loi 93.18.14 du 31/12/1993 et Décret 94-1159 du 26/12/1994* relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et modifiant le code du travail.

Il pour objet de définir et de rappeler les obligations contractuelles ou légales des ENTREPRISES intervenant sur le site et de régir les rapports relationnels dans le cadre de la réalisation.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé tend à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités, lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

La coordination de la Sécurité et Protection de la Santé vise essentiellement l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier. Ce document est évolutif, il sera complété et mis à jour au fur et à mesure de l'évolution du chantier.

**TOUTES LES ENTREPRISES DEVRONT NÉCESSAIREMENT DONNER LEUR ADHÉSION AU PRÉSENT PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ.**

**ELLES RETOURNERONT POUR ACCEPTATION LA DERNIÈRE PAGE DU P.G.C. APRÈS L'AVOIR SIGNÉE (F.I.E.)**

### 0.1 UNE NOTICE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé et ses annexes a pour objet de préciser les obligations des entreprises et de fixer les règles relatives à l'installation et à l'organisation du chantier, en complément des autres documents contractuels et plus spécifiquement des conditions générales en ce qui concerne, les règles d'organisation des chantiers et les conditions de travail d'hygiène et de sécurité.

Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé à toute autorité pour coordonner et contrôler toutes les activités et tous les travaux exécutés sur le chantier et pour veiller à l'application de ce règlement et de ses annexes y compris les Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé des différentes entreprises.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé ne peut se substituer aux dispositions du code du travail ; en particulier, il ne diminue en rien les responsabilités et les devoirs des Entreprises intervenant sur le site.

De son côté, chaque Entreprise doit désigner un responsable accrédité sur le site pour la représenter ainsi que ses sous-traitants éventuels, lequel sera le seul interlocuteur du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé sur le chantier concerné.

Chaque Entreprise est tenue, conformément aux termes des conditions générales applicables aux commandes de travaux et prestations effectuées dans le cadre de son contrat, de respecter les règles relatives à l'organisation des chantiers et aux conditions particulières des travaux réalisés sur le chantier.

**LE PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ NE FAIT ÉTAT QUE DES CONDITIONS PARTICULIÈRES LIÉES AU PROJET ET À SON ENVIRONNEMENT.**

### 0.2 CONDITIONS D'APPLICATION

Le présent Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé s'applique aux Entreprises ayant à travailler sur le chantier de construction qu'elles soient titulaires d'un contrat ou d'une commande ou qu'elles aient la qualité de sous-traitant d'une entreprise.

Dès l'acceptation du marché, l'Entreprise est présumée connaître les règles applicables sur le site, notamment les règles de sécurité du présent Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé qui lui sont applicables et son engagement à le faire respecter par son propre personnel et celui de ses sous-traitants.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 0.3 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

**LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION SONT RÉPUTÉS CONNUS ET APPLIQUÉS PAR L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS À L'ACTE DE CONSTRUIRE.**

### Article L. 4531-1

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2. Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

1. Permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent simultanément ou successivement ;
2. Prévoir la durée de ces phases ;
3. Faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

**LES PRINCIPES 1, 2, 3, 5, 6, 7 ET 8 SONT APPLICABLES AU MAÎTRE D'OUVRAGE, AU MAÎTRE D'ŒUVRE ET AU COORDONNATEUR SPS ; LES PRINCIPES 1 A 9 SONT APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS ; LES PRINCIPES 1, 2, 3, 5 ET 6 SONT APPLICABLES AUX TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.**

### Article L. 4121-2

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1. Éviter les risques ;
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## 0.4 OBLIGATIONS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

### Article R. 4532-9

Le maître d'ouvrage tient compte des observations du coordonnateur ou fait adopter des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

## 0.5 OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS

**EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DU PERSONNEL, LES ENTREPRISES ONT NON SEULEMENT UNE OBLIGATION DE MOYEN, MAIS ÉGALEMENT UNE OBLIGATION DE RÉSULTAT.**

### Article L. 4121-1

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'entreprise, y compris les travailleurs temporaires et les travailleurs indépendants.

Ces mesures comprennent :

1. Des actions d'identification et de prévention des risques professionnels ;
2. Des actions d'information et de formation ;
3. La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## Article L. 4121-2

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1. Éviter les risques ;
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.



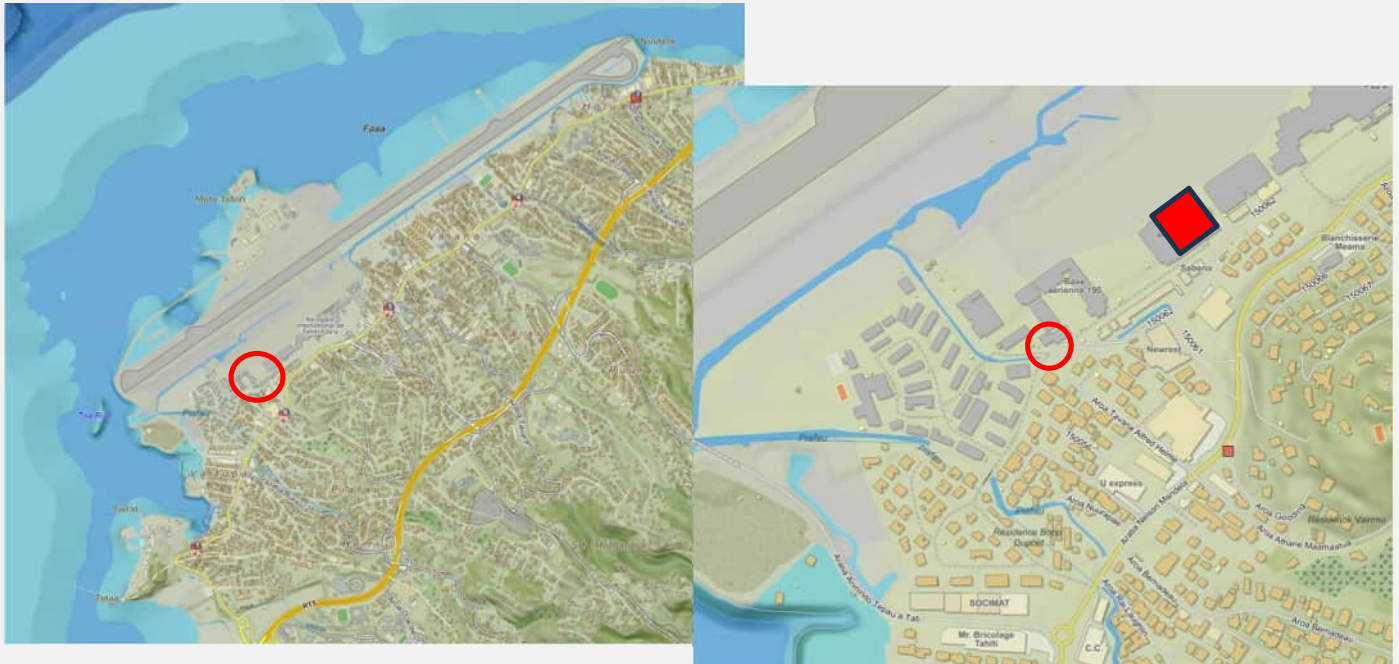
OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER

### 1.1 NOM DE L'OPERATION

**GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP – REMPLACEMENT DE LA COUVERTURE ET DE LA POERTE DU HANGAR**

### 1.2 ADRESSE ET ACCÈS DU CHANTIER



### 1.3 MODE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

TYPE DE MARCHÉS : ☒ PUBLICS / ☐ PRIVÉS

MODE DE PASSATION DES MARCHÉS : ☒ LOTS SÉPARÉS / ☐ LOTS SÉPARÉS AVEC OPC,

☐ ENTREPRISE GÉNÉRALE / ☐ GROUPEMENT D'ENTREPRISES (MANDATAIRE COMMUN)

### 1.4 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROGRAMME

Le projet consiste à :

Les travaux correspondants comprennent notamment :

- ♦ - déposer la couverture et les bardages existants et l'ensembles des éléments connexes (arêtiers, noues, pièces de rive, faitage, aérations, trappes de désenfumage, lignes de vies, échelles à crinolines) ;
- ♦ - la dépose des bardages périphériques ;
- ♦ - le traitement de la partie supérieure des pannes par application d'une peinture inhibitrice de corrosion ;
- ♦ - le recouvrement de la peinture plombée de la charpente métallique ;
- ♦ - la fourniture et la pose des couvertures ;
- ♦ - la fourniture et pose des bardages périphériques ;
- ♦ - la fourniture et pose des lanterneaux de désenfumages ;
- ♦ - la fourniture et pose d'un filet anti volatiles ;
- ♦ - la fourniture et la pose de toutes les pièces spéciales (arêtiers, pièces de rive, faitage, aérations, lignes de vies, échelles à crinolines) ;
- ♦ - la fourniture et la pose des éléments nécessaires à la réalisation des points singuliers des couvertures ;
- ♦ - la rénovation de l'écran de cantonnement des fumées ;
- ♦ - l'étude de l'évacuation des eaux pluviales ;



# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

- ♦ - la fourniture et la pose des chéneaux, descentes et accessoires d'évacuation des eaux pluviales.
- ♦ - renforcer conformément à la note de calcul et rénover le portique de soutien de la porte du hangar ;
- ♦ - remplacer les vantaux constituant la porte du hangar ;
- ♦ - déplomber la structure des vantaux et évacuer les vantaux ;
- ♦ - démolir et évacuer le guidage bas (rail + massif) de la porte du hangar ;
- ♦ - fournir et poser le guidage inférieur de la porte du hangar (rails + massif + exutoires EP) ;
- ♦ - déplomber et déposer le guidage supérieur de la porte du hangar ;
- ♦ - fournir et poser le nouveau guidage supérieur avec ses éléments connexes ;
- ♦ - nettoyer et évacuer les déchets avec fourniture d'un bordereau de suivi des déchets (BSD) et (BSDD) pour les déchets plombés.

Nota : Durant les travaux, l'activité de maintien en condition opérationnelle des aéronefs militaire devra être maintenue.

## 1.5 ADRESSES DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

### MAÎTRE D'OUVRAGE :



### MINISTÈRE DES ARMÉES

BP : CP : TÉL : (+689)

AFFAIRE SUIVIE PAR :

### CONDUITE D'OPÉRATION :



### DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

BP : 9154 CP : 98715 PAPEETE TÉL : (+689) 40.86.37.91

AFFAIRE SUIVIE PAR : JEREMIE FREDY jeremie.fredy@intradef.gouv.fr

### COORDONNATEUR SPS



### BUREAU VERITAS

IMMEUBLE G6 - ZONE PAPEAVA FARÉ UTE

BP : 58 CP : 98713 PAPEETE TÉL : (+689) 40.54.57.57

### Titulaire Conception :

Sébastien ROLLAND / (+689) 87.30.44.40 - sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com

### Suppléant Conception :

François PASDELOU / (+689) 87.78.62.94 - francois.pasdelou@bureauveritas.com

### Titulaire Réalisation :

Sébastien ROLLAND / (+689) 87.30.44.40 - sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com

### Suppléant Réalisation :

François PASDELOU / (+689) 87.78.62.94 - francois.pasdelou@bureauveritas.com

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 1.6 CALENDRIER GÉNÉRAL DES TRAVAUX

LE PLANNING PRÉVISIONNEL A ÉTÉ TRANSMIS PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DU P.G.C. : ☐ OUI ☒ NON

DURÉE PRÉVISIONNELLE : 11 MOIS

DATE PRÉVISIONNELLE DE DÉBUT DES TRAVAUX : A DEFINIR

	Mois 1	Mois 2	Mois 3	Mois 4	Mois 5	Mois 6	Mois 7	Mois 8	Mois 9	Mois 10	Mois 11	Mois 12	Mois 13
LOT n°1	PP	PP	PP	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX
LOT n°2	PP	PP	PP			TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX	TVX

### 1.7 PRÉVISION DU NOMBRE D'ENTREPRISES ET DE LEUR(S) SOUS-TRAITANT(S)

NOMBRE PRÉVISIONNEL D'ENTREPRISES INTERVENANTES : A DEFINIR

### 1.8 PRÉVISION DES EFFECTIFS SUR LE CHANTIER

EFFECTIF PRÉVISIBLE DU PERSONNEL DE CHANTIER (ESTIMATION) : A DEFINIR

### 1.9 LISTE DES LOTS

PAS D'ENTREPRISE DÉSIGNÉE À CE JOUR ☒

N° LOT	INTITULE	NOM DE L'ENTREPRISE	CODE ENT
1	CHARPENTE - COUVERTURE		TL
2	PORTE HANGAR		TL

Code Entreprise : TL = Titulaire du lot CT = Cotraitant ST = Sous-traitant

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 1.10 ORGANISMES DE PRÉVENTION POUVANT INTERVENIR SUR LE CHANTIER

### 1.10.1 DIRECTION DU TRAVAIL

#### DIRECTION DU TRAVAIL – POLYNÉSIE FRANÇAISE

Immeuble PAPINEAU, rue Tepano JAUSSEN - BP 308 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.50.80.00

Site internet : [www.travail.gov.pf](http://www.travail.gov.pf)



Direction du travail

La direction du travail est représentée par l'Inspecteur du Travail, chargé de contrôler l'application du Code du Travail et des textes pris en application, en dressant procès-verbal lorsqu'il y a infraction, celui-ci peut conduire l'employeur à engager sa responsabilité civile et/ou pénale (amende, affichage et peine de prison).

L'Inspecteur du Travail peut intervenir à tout moment sur le chantier pour contrôler :

- Le respect des prescriptions réglementaires par les entreprises,
- L'organisation et la coordination de chantiers et travaux,
- Il peut se faire présenter les registres et documents à tenir sur le chantier,
- D'autre part, l'Inspecteur du Travail doit recevoir les convocations aux réunions auxquelles il peut participer,
- L'Inspection du Travail peut demander une enquête à la suite de tout accident grave, ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves en cas de danger grave et imminent.

### 1.10.2 CONTRÔLEUR DE PRÉVENTION DE LA CPS

#### CAISSE DE PRÉVOYANCE SOCIALE – POLYNÉSIE FRANÇAISE

11 avenue du Commandant Chessé - BP 1 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.41.68.68

Site internet : <http://www.cps.pf>

Service Prévention des risques professionnels :

Téléphone : (+689) 40 41 68 10 / Courriel : [secretariat.sante@cps.pf](mailto:secretariat.sante@cps.pf)



La Caisse de Protection Sociale de Polynésie Française exerce un contrôle sur les entreprises par l'intermédiaire des Ingénieurs-conseils ou des Contrôleurs de Prévention du Service de Prévention. Ils interviennent comme "assureur" du personnel et contrôle les contenus des mesures de prévention et l'application et le respect des règles et recommandations de la CPS. Ils doivent être informés dans les mêmes conditions que l'Inspection du Travail et peuvent intervenir sur le chantier, participer à des enquêtes suite à accident.

La CPS dispose de moyens de coercition sous forme de cotisations supplémentaires de la cotisation "Accident du Travail" de l'Entreprise (majoration jusqu'à 100 %).

### 1.10.3 MÉDECINE DU TRAVAIL

#### SISTRA – POLYNÉSIE FRANÇAISE

Immeuble FARNHAM - BP 972 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.50.19.99

Site internet : <http://www.sistra.pf>



#### CPME – POLYNÉSIE FRANÇAISE

BP 1733 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.42.63.33

Site internet : <https://www.cpmpf.com/>



Les services de Médecine du Travail ont pour mission d'assurer le suivi médical des salariés du régime CPS pour les entreprises qui ne possèdent pas leur propre service. Le principe est d'éviter toute altération de l'état de santé du travailleur du fait ou à l'occasion de son travail.

Il conseille l'employeur et les salariés en ce qui concerne :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise.
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine.
- La protection des salariés contre l'ensemble des nuisances professionnelles.
- L'hygiène générale de l'établissement.

La médecine du travail organise les visites médicales des salariés et intervient, dans le cadre de ses missions de prévention, dans les entreprises.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 1.11 SERVICES PUBLICS À CONTACTER

### CONCESSIONNAIRES RÉSEAUX hors gestion communale (liste non exhaustive)

#### ÉLECTRICITÉ

EDT ..... 40 86 77 86/ 87 77 51 10

[dict-tahiti@edt.engie.com](mailto:dict-tahiti@edt.engie.com) - BP 8021 - 98702 FAA'A TAHITI

TSE/TEP ..... 40 54 41 54

[dict@tep.pf](mailto:dict@tep.pf) - BP 8021 - BP 4606 - PAPEETE 98713

#### SERVICE DES EAUX

POLYNÉSIE DES EAUX ..... 40 45 32 88

BP 20795 - 98713 PAPEETE

#### TÉLÉCOMMUNICATIONS

OPT/ONATI ..... 40 45 67 77

98714 PAPEETE

### SERVICES DE SECOURS

POLICE ..... 17

POMPIERS ..... 18

S.A.M.U. .... 15

J'appelle le 18 en cas :

- d'incendie
- de fuite de gaz
- d'effondrement
- d'ensevelissement
- de brûlure
- d'électrocution
- d'accident de la route, etc.

J'appelle le 15 en cas :

- de besoin médical urgent
- de malaise
- de coma
- d'hémorragie
- de douleur thoracique (cela peut être un infarctus et la mort peut survenir rapidement) de difficultés respiratoires (surtout si la personne est asthmatique ou cardiaque, ou que cela se produit lors d'un repas), etc.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 2. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS DU PROJET

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent P.G.C, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

**LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ EXERCE SA MISSION SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE.**

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

En concertation avec le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défaillantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la protection de la santé et de la sécurité, des travailleurs.

### 2.1 OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU MAÎTRE D'ŒUVRE

#### 2.1.1 DÉCLARATION PRÉALABLE D'OUVERTURE DE CHANTIER

##### Article L. 4532-1

Lorsque la durée ou le volume prévu des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable :

- 1° A l'autorité administrative ;
- 2° A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'article L. 4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ;
- 3° Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier.

##### Article R. 4532-2

Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

##### Article R. 4532-3

La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir :

- ✦ Cette opération **EST SOUMISE** à l'établissement de la Déclaration d'ouverture au sens de l'Article L. 4532-1 du code du travail

#### 2.1.2 TRANSMISSION DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

##### Article R. 4532-44

Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

##### Article R. 4532-49

Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage adresse le plan général de coordination, sur leur demande, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 2.1.3 DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX

### Article R. 4532-7

Le maître d'ouvrage demande au propriétaire du bâtiment les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et à l'article R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante prévu à l'article R. 4412-97-5 du présent code.

Il communique ces documents au maître d'œuvre et au coordonnateur.

**CES ÉLÉMENTS DEVRONT ÊTRE LE CAS ÉCHÉANT IMPÉRATIVEMENT DÉVELOPPÉS DANS LE P.P.S.P.S DE OU DES ENTREPRISES CONCERNÉES.**

#### 2.1.3.1 AMIANTE

CONCERNÉ DANS LE CADRE DE CES TRAVAUX : ☒ NON ☐ OUI (VOIR LES CONCLUSION DU RAPPORT DE REPÉRAGE JOINT AU DCE)

#### 2.1.3.2 PLOMB

CONCERNÉ DANS LE CADRE DE CES TRAVAUX : ☐ NON ☒ OUI (VOIR LES CONCLUSION DU RAPPORT DE REPÉRAGE JOINT EN ANNEXE ET AU DCE)

## 2.1.4 TRAVAUX DE DÉMOLITION

### Article R. 4534-60

Avant de commencer les travaux de démolition d'un ouvrage, l'employeur vérifie la résistance et de la stabilité de chacune des parties de cet ouvrage, notamment des planchers.

S'il y a lieu, des étalements sûrs sont mis en place.

## 2.2 MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

### 2.2.1 DÉCLARATIONS PARTICULIÈRES

Il incombe aux entreprises concernées d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- D.I.C.T., (attention à la durée de validité)
- Autorisations concessionnaires, etc... (téléphone, câble, internet...)
- Demandes d'arrêtés de voirie, d'occupation du domaine public
- Autorisation aviation civile pour implantation des grues si chantier à proximité d'aéroport ou d'aérogare. Pour les grues fixes ou mobiles et implantations épisodiques.

**CES DÉCLARATIONS SONT À ÉTABLIR ET À DIFFUSER PAR TOUTE ENTREPRISE (COMPRIS SOUS-TRAITANT). LES COPIES SERONT À DISPOSITION SUR LE CHANTIER.**

### 2.2.2 NATURE DU SOL

L'ÉTUDE GÉOTECHNIQUE A ÉTÉ TRANSMISE PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DU P.G.C. : ☐ OUI ☐ NON ☒ SO

**Généralités :** Les entreprises prendront connaissance des études de sol qu'a fait établir le Maître de l'Ouvrage, notamment celles concernées par les travaux de démolition, gros œuvre et VRD mettant en œuvre toutes les mesures nécessaires pour éviter tout risque d'éboulement, renversement, ensevelissement et de pollution de l'environnement.

**Installation de levage :** Sur les chantiers mettant en œuvre des systèmes de levage lourds (grue à tour, grue mobiles...), les entreprises prendront connaissance des études de sol et dimensionneront les appuis des équipements de levage selon les recommandations du bureau d'études.

**Terres polluées :** Ces volumes de terres seront répertoriés afin d'avoir une traçabilité sur le terrain. Les terres seront excavées conformément aux diagnostics environnementaux réalisés en amont et en rapport avec un futur projet d'aménagement.

**Épuisement :** En cas de présence d'eau dans les fouilles ou ouvrages enterrés, les entreprises concernées (GO, VRD, etc.) devront prévoir l'épuisement permanent.



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 2.3 MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 2.3.1 OBLIGATIONS DES INTERVENANTS

**TOUTE ENTREPRISE N'AYANT PAS FOURNI SON P.P.S.P.S NE POURRA INTERVENIR SUR LE CHANTIER ET S'EXPOSE AUX SANCTIONS PRÉVUES À CET EFFET. NOUS RAPPELONS QUE 3 CONDITIONS SONT IMPÉRATIVEMENT NÉCESSAIRES AVANT TOUTE INTERVENTION D'UNE ENTREPRISE À SAVOIR :**

1. AGRÈMENT DU MOA (POUR LES ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES ÉGALEMENT)
2. EFFECTUER LA VISITE D'INSPECTION COMMUNE AVEC LE COORDONNATEUR SPS
3. COMMUNICATION DU P.P.S.P.S DE L'ENTREPRISE

### 2.3.2 OPÉRATION DE 1ÈRE ET 2ÈME CATÉGORIE

En application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, l'ensemble des entrepreneurs y compris sous-traitants doivent remettre au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur SPS un PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.

**LES ENTREPRENEURS DISPOSERONT D'UN DÉLAI DE 30 JOURS À COMPTER DE LA RÉCEPTION DU CONTRAT SIGNÉ PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE POUR ÉTABLIR CE P.P.S.P.S.**

### 2.3.3 OPÉRATION DE 3ÈME CATÉGORIE

En application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, l'ensemble des entrepreneurs y compris sous-traitants doivent remettre au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur SPS un PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ SIMPLIFIÉ.

Les lots concernés sont : l'ensemble des lots ayant des travaux comportant des risques particuliers suivant l'Arrêté 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L.4532-8 du code du travail.

En vigueur depuis le 6 mars 2003

La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R.4532-52 ou de l'article R.4532-53 du code du travail est fixée ci-après :

- 1) Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
  - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
  - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;
- 2) Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R.4624-19 et R4624-20, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R.4412-44 à R.4412-51, R.4412-82 et R.4426-7 ;
- 3) Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;
- 4) Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;
- 5) Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;
- 6) Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;
- 7) Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;
- 8) Travaux en plongée appareillée ;
- 9) Travaux en milieu hyperbare ;
- 10) Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;
- 11) Travaux comportant l'usage d'explosifs ;
- 12) Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- 13) Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

**LES ENTREPRENEURS DISPOSERONT D'UN DÉLAI DE 10 JOURS À COMPTER DE LA RÉCEPTION DU CONTRAT SIGNÉ PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE POUR ÉTABLIR CE P.P.S.P.S. SIMPLIFIÉ.**

**LES ENTREPRISES PARTICIPANT À LA CONSTRUCTION NE RÉALISANT PAS DE TRAVAUX À RISQUES PARTICULIERS N'ONT PAS L'OBLIGATION DE REMETTRE UN P.P.S.P.S. SIMPLIFIÉ. ELLES RETOURNERONT POUR ACCEPTATION LA DERNIÈRE PAGE DU P.G.C.S.P.S APRÈS L'AVOIR SIGNÉE (F.I.E).**

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 2.3.4 VISITES D'INSPECTION COMMUNE DU CHANTIER PAR LES ENTREPRISES

Cette visite doit être effectuée avec le Coordonnateur SPS par l'ensemble des intervenants (sous-traitants de tous niveaux, artisans et prestataires occasionnels de chantier).

Cette visite a lieu avant la remise du Plan Particulier de Santé et Sécurité, de l'entreprise.

**AUCUNE INTERVENTION OU TRAVAUX NE PEUT ÊTRE RÉALISÉE AVANT EXÉCUTION DE CETTE VISITE AVEC APPROBATION DU COORDONNATEUR SPS.**

## 2.3.5 DIFFUSION DES P.P.S.P.S.

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires et sous-traitants) doit rédiger un P.P.S.P.S avant toute intervention sur le chantier.

Chaque entreprise diffusera par mail un exemplaire de son P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS.

Il doit, de même, assurer à ses frais et de sa propre initiative la diffusion des mises à jour du P.G.C.S.P.S à l'ensemble de ses sous-traitants. Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte d'une entreprise adjudicataire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du sous-traitant ou prestataire concerné, sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

**LES ENTREPRISES DOIVENT METTRE À DISPOSITION LEURS P.P.S.P.S. DANS LA BASE VIE, AFIN QUE LES AUTRES CORPS D'ÉTAT PUISSENT L'UTILISER POUR ÉTABLIR LEUR PROPRE P.P.S.P.S.**

## 2.3.6 REGISTRE DE SÉCURITÉ

Chaque entreprise intervenante devra tenir à jour sur le chantier un registre sécurité sous forme papier (consultable par le MOA, MOE, Coordonnateur SPS, et les organismes compétents) dans lequel elle fera figurer une copie du P.G.C de l'opération, de sa visite d'inspection commune, de son P.P.S.P.S et annexes, des comptes rendus de visite chantier visés, ainsi que de tous les procès-verbaux des équipements soumis à vérifications réglementaires.

## 2.3.7 ENTREPRISE TITULAIRE D'UN OU PLUSIEURS LOTS

- L'entreprise doit prendre contact avec le Coordonnateur SPS au moins 15 jours avant début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune ;
- L'entreprise doit faire parvenir son P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS au moins 10 jours avant le début de ses travaux ;
- L'entreprise doit remettre le P.P.S.P.S après la visite d'inspection commune ;
- L'entreprise doit répondre par écrit aux observations du Coordonnateur SPS et viser le registre journal ;
- L'entreprise doit mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le Coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier ;
- L'entreprise doit désigner un interlocuteur privilégié pour le Coordonnateur SPS ;
- Pour tous les travaux à risques particuliers, l'entreprise doit établir des modes opératoires et les communiquer au Coordonnateur SPS, préalablement au démarrage des travaux concernés ;
- L'entreprise doit transmettre au Coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier.

## 2.3.8 EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

### Conditions d'emploi des sous-traitants :

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

### Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant.
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

**LES ENTREPRISES S'ENGAGENT À DÉCLARER TOUS TRAVAUX SOUS TRAITÉS AU MAÎTRE D'OUVRAGE, MAÎTRE D'ŒUVRE ET COORDONNATEUR SPS.**

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

- ✦ L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (et/ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage) ;
- ✦ L'entreprise doit communiquer au Coordonnateur SPS au moins 15 jours avant toute nouvelle intervention d'un sous-traitant : ses noms et qualités, la nature et la durée de ses activités ainsi que le nom, la fonction et les coordonnées du responsable des personnels chargés des travaux ;
- ✦ L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants un exemplaire du P.G.C.S.P.S à jour ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale ;
- ✦ L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants son propre P.P.S.P.S, le Plan d'Installation de Chantier (PIC) à jour et le plan de circulation à jour ;
- ✦ L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants un exemplaire des diagnostics obligatoire avant travaux ou démolition lorsque le chantier est concerné par cette disposition réglementaire ;
- ✦ L'entreprise doit participer à chacune des inspections communes de ses sous-traitants ;
- ✦ À l'issue de ces inspections communes, l'entreprise doit apporter son appui technique à chacun de ses sous-traitants pour adapter leur P.P.S.P.S à la réalité et aux exigences du chantier ;
- ✦ L'entreprise doit apporter son appui technique au Coordonnateur SPS pour faire évoluer le P.G.C.S.P.S en fonction de la nature des activités de ses sous-traitants.

EN CAS DE SOUS-TRAITANCE NON CONNUE OU NON AGRÉÉE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE, LE COORDONNATEUR SPS POURRA EXPULSER LE SOUS-TRAITANT DU CHANTIER.

LE COORDONNATEUR SPS INFORMERA SANS DÉLAI LE MAÎTRE D'OUVRAGE DE TOUT MANQUEMENT À LA PRÉSENTE PROCÉDURE.

## 2.3.9 PRESTATAIRES DE SERVICE.

Sont considérés comme prestataires de service :

- ✦ les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) les fournisseurs (carburants, matériels...)
- ✦ toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

TOUT ENTREPRENEUR DEVRA MENTIONNER DANS SON P.P.S.P.S LES PRESTATAIRES QU'IL COMPTE FAIRE INTERVENIR.

## 2.3.10 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS « PATENTÉS »

Modification du Code du Travail en vue de le rendre applicable aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers de BTP.

### Dernières dispositions réglementaires

Les travailleurs indépendants devront se soumettre aux dispositions prises par le Décret N° 95-608 du 6 mai 1995.

Les travailleurs indépendants « patentés » ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- ✦ À l'obligation de réaliser une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS
- ✦ à l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un P.P.S.P.S
- ✦ l'application du P.G.C.S.P.S dans sa totalité.

## 2.4 MODALITÉS DE VISITE DU CHANTIER PAR DES TIERS

Dans la mesure où des visites sont organisées par le Maître d'Ouvrage. Les mesures de protection et de sécurité seront définies par l'entreprise principale et communiquées pour avis au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS, ces mesures devront prendre en compte l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites (nombre de visiteurs, heures de visite, locaux visités, etc.)

UNE FICHE DE CONSIGNE DE SÉCURITÉ À ADOPTER SUR LE SITE SERA RÉALISÉE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.

Celle-ci devra être connue et signée par tous les visiteurs.

L'ORGANISATEUR DE LA VISITE DEVIENDRA LE SEUL RESPONSABLE DE LA FOURNITURE DES CASQUES ET CHAUSSURES DE SÉCURITÉ, AINSI QUE DES ÉVENTUELS DOMMAGES SUBIS PAR LES VISITEURS AU COURS DE LA VISITE.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 2.5 SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions des règlements applicables au chantier en ce qui concerne la discipline et la sécurité, peut entraîner le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'accès du contrevenant et éventuellement celle du responsable de l'Entreprise sur le site dans le cas où le contrevenant ne tient pas compte des remarques notifiées dans le registre journal et ce avec l'accord du Maître d'Ouvrage.

- ♦ L'intervention sur le chantier sans respect des obligation prévues par l'article L4532-18 / 4532-9 de la loi n° 93-1418 (notamment visite d'inspection commune initiale et diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités non seulement prévues par l'article L4532-18 / 4532-9 de la loi n° 93-1418 mais aussi celles prévues par le Maître d'Œuvre et le CCAG travaux ; elle entraînera de fait l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel et si l'entreprise ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.
- ♦ S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.
- ♦ De même toute absence d'une entreprise sur convocation du Coordonnateur SPS, en particulier, en ce qui concerne la visite préalable et la signature du compte-rendu de l'inspection commune verra l'application des pénalités prévus au CCAP ou P.G.C.
- ♦ Tout retard dans la remise de documents demandés par le Coordonnateur SPS (ex : P.P.S.P.S, documents techniques nécessaires à l'établissement du D.I.U.O etc.) et pouvant entraîner du fait de l'entreprise un retard dans le planning d'exécution, verra l'application des pénalités de retard de ces deux cas prévus au CCAP
- ♦ En outre, dans le cas de manquement grave par une entreprise aux obligations en matière de sécurité et d'hygiène prévus dans le présent P.G.C.S.P.S, et en particulier en ce qui concerne, les installations de chantier, la mise en place, l'entretien et le maintien des protections collectives, le Coordonnateur SPS en accord avec le maître d'ouvrage se réserve le droit de rétablir ces manquements en faisant appel à une entreprise extérieure spécialisée. L'ensemble des frais découlant de ces manquements, sera supporté par l'entreprise défaillante si elle est identifiée, au compte prorata dans le cas contraire.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

### 3.1 ORGANISATION GÉNÉRALE DÉFINIE PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE selon CCTP – Disposition Générales

Le chantier sera clos et accessible depuis le poste de garde du GAM de FAA'A

Le clos de chantier sera à la charge du lot 01

Des installations de chantier seront mises en place par le lot 01 selon la réglementation applicable (voir annexe)

### 3.2 ENVIRONNEMENT DE CHANTIER ET PARTICULARITÉ DE L'EXISTANT

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés dans l'emprise militaire du GAM de FAA'A accessible selon les conditions particulières ci-après :

#### CONSIGNES PARTICULIÈRES - SITE DU GAM FAA'A

**CONSIGNES D'URGENCE**  
- GROUPEMENT AERONAUTIQUE MILITAIRE DE FAA'A -

**EN CAS D'INCENDIE**  
  
**CRIEZ « AU FEU »**  
**DECLENCHEZ L'ALARME**  
18 puis  
14 (après un premier feu) ou  
40 86 35 74 - (si PROTECTION)  
**FAITES EVACUER**  
**ATTAQUEZ LE SINISTRE**  
REVEZ-COMPTER AUX POMPIERS

**EN CAS D'ACCIDENT**  
  
**PROTEGEZ-VOUS**  
**PROTEGEZ LA VICTIME**  
15 puis  
14 (après un premier feu) ou  
40 86 35 74 - (si PROTECTION)  
**PRATIQUEZ LES GESTES DE PREMIERS SECOURS**  
**DEFIBRILLATEUR**  
**« POSTE DE FILTRAGE »**

**EN CAS D'EVACUATION**  
  
**SIRENE**  
**CORNE DE BRUME**  
**NE REVEZ PAS EN ARRIERE**  
**DIRIGEZ-VOUS VERS LE POINT DE RASSEMBLEMENT LE PLUS PROCHE**

**ACCES AU SITE**  
- GROUPEMENT AERONAUTIQUE MILITAIRE DE FAA'A -

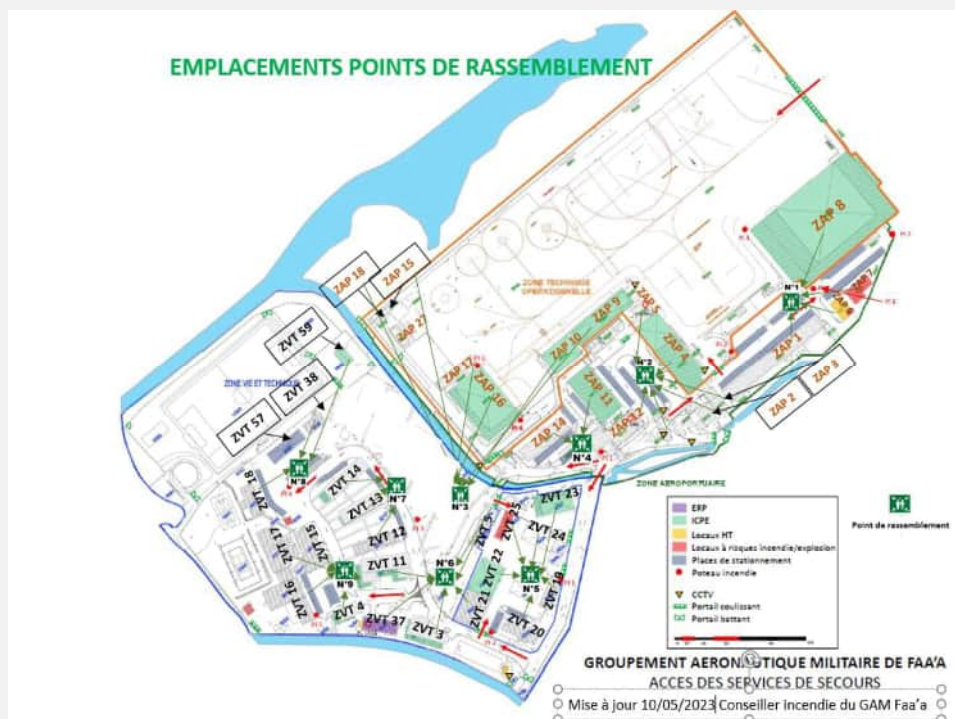
**FORMALITES D'ACCES**  
**DEMANDE D'ACCES PERSONNEL:**  
• COPIE D'UNE PIECE D'IDENTITE  
**DEMANDE D'ACCES VEHICULE:**  
• COPIE DE L'ATTESTATION D'ASSURANCE  
• COPIE DE LA CARTE GRISE  
• COPIE DU PERMIS DE CONDUIRE  
UN PREAVIS DE 48 H EST NECESSAIRE. L'ACCES A LA ZONE TECHNIQUE OPERATIONNELLE FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE PARTICULIERE.

**CIRCULATION**  
**PORT DU BADGE APPARENT OBLIGATOIRE**  
**ZONE**  
  
**VITESSE LIMITEE**  
**ATTENTION AUX CYCLISTES ET AUX PIETONS**  
**RESPECTEZ LES PLACES DE STATIONNEMENT**  
LE CODE DE LA ROUTE S'APPLIQUE SUR TOUT LE SITE

**ZONE TECHNIQUE OPERATIONNELLE**  
  
**BUREAU SECURITE PLATEFORME**  
☎ : 40 86 37 47  
**ACCES RESERVE-FORMATION OBLIGATOIRE**  
**MOUVEMENTS D'AERONEFS**  
  
**VITESSE LIMITEE**  
**RESPECTER LES VOIES DE CIRCULATION**

GAM FAA'A - BUREAU MAITRISE DES RISQUES ☎ 40 86 35 36

GAM FAA'A - BUREAU MAITRISE DES RISQUES ☎ 40 86 35 36





OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

### 3.3 INTERFÉRENCE AVEC DES ACTIVITÉS OU D'AUTRES OPERATIONS À PROXIMITÉ

Le hangar CIP doit permettre aux industriels titulaires des marchés de maintenances des aéronefs des FAPF de maintenir l'activité de leurs interventions dans les conditions régies par la réglementation EMAR/FR145.

Un phasage de travaux devra être réalisé afin notamment de délimiter et d'isoler les zones de travaux et d'interdire toute coactivité avec l'activité maintenue.

Aucuns travaux superposés ne seront de fait acceptés.

Des arrêts de travaux pourront être ordonnés avec un délai de prévenance suffisant afin de libérer la zone de travail. Un accès propre et libre de tout obstacle sera impérativement respecté par l'ensemble des entreprises.

### 3.4 PLANIFICATION ET HORAIRES DE TRAVAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un planning général, réalisé par le maître d'œuvre fera apparaître les phases de travaux des différents corps d'états</li> <li>Les entreprises sont informées qu'elles pourront avoir des interruptions dans le déroulement de leurs travaux pour éviter des phases de coactivité simultanées dangereuse.</li> <li>Dans le cas de travaux en dehors des heures normales ou de travaux exceptionnels les jours de fermeture du chantier, l'Entreprise doit demander l'autorisation au Maître d'Œuvre en indiquant la nature des travaux, le nombre de personnes concernées, la durée prévisible et les jours et heures de travail.</li> </ul>	TOUS LOTS

### 3.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

#### 3.5.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Sous réserve de vérification, la base vie pourra être installée dans la zone définie au PIC projet établi par le maître d'œuvre.</li> <li>Le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier soumettra avant son intervention le PIC au maître d'œuvre.</li> </ul> <p>Sur ce plan figureront les emplacements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'accès de chantier</li> <li>Clôtures et protections temporaires,</li> <li>Installations communes : locaux et sanitaires indispensables (réfectoire, douche, WC), prévus par la législation</li> <li>L'emplacement des moyens de secours et d'appel, point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier, point de rencontre pour accueil des services de secours,</li> <li>Les alimentations en matière consommable (eau, électricité, hydrocarbure, etc...),</li> <li>Les circulations et aires de stationnement prévues,</li> <li>Le projet des ouvrages provisoires,</li> <li>Les installations propres à l'entrepreneur : bureaux, ateliers, zone de stockage ou de stationnement du matériel et des engins, stockage et distribution des produits pétroliers,</li> <li>Les installations mobiles ou variables (grues, portiques, barges, etc...), et les zones d'action des principaux engins de manutention et de levage,</li> <li>Les moyens, itinéraires et dispositions prévues pour le transport des matériaux,</li> <li>Les aires de préfabrication, les aires de stockage des éléments préfabriqués.</li> </ul> <p>Cette liste n'est pas exhaustive</p>	LOT 01
MESURES PARTICULIERES	
Chaque entreprise devra fournir au lot en charge de la gestion des installations communes de chantier, dans les 10 premiers jours de la phase préparation, ses besoins en surface de stockage.	TOUS LOTS

#### 3.5.2 CLÔTURES ET PORTAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>La clôture extérieure sera de type grillagé de 2.00 m de hauteur minimum sur plots béton.</li> <li>Tous les panneaux de clôture seront fixés entre eux en <u>2 points minimum</u>.</li> <li>La base vie et les zones chantier seront clôturées.</li> <li>Toutes les zones extérieures utilisées pour le chantier devront être clôturées (y compris les stockages) : mise en place selon le plan d'installation de chantier.</li> </ul>	LOT 01



# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

<ul style="list-style-type: none"> <li>En cas de démontage de clôture ou de portail existant, l'entreprise qui dépose devra mettre en place une installation provisoire pour maintenir un chantier clos.</li> <li>Le chantier sera maintenu clos pendant et en dehors des heures travaillées.</li> <li>Au départ du lot en charge de la gestion des installations communes de chantier, celui-ci pourra déléguer la fermeture du chantier à un autre lot et en informera par écrit le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage. À défaut, il restera seul responsable de la bonne fermeture du chantier pendant et en dehors des heures travaillées.</li> </ul>	
MESURES PARTICULIERES	
Portail cadennassable à prévoir	

## 3.5.3 LOCAUX AFFECTÉS AUX PERSONNELS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>La base vie devra être opérationnelle au plus tard le 1er jour de démarrage des travaux.</li> <li>Les locaux seront communs à l'ensemble des intervenants (titulaires et sous-traitants, patentés...).</li> <li>Les installations réglementaires seront mises en place, maintenues en constant état de propreté et approvisionnées consommables et ce jusqu'à la fin des travaux (travaux réceptionnés).</li> <li>Le nettoyage journalier des installations sanitaires et du local réfectoire sera assuré.</li> <li>Un entretien complet de l'ensemble des locaux sera réalisé autant que nécessaire et au minimum 1 fois par semaine par le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier</li> <li>Il est interdit de fumer dans les installations communes de chantier</li> <li>Le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier vérifiera la place disponible et au besoin, prévoira les installations complémentaires.</li> <li>Tout affichages notamment ceux destinés aux premiers secours devront être affiché par le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier et visibles depuis l'extérieur des installations.</li> <li>Au départ du lot en charge de la gestion des installations communes de chantier, celui-ci pourra déléguer la gestion des installations communes du chantier à un autre lot et en informera par écrit le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage. À défaut, il restera seul responsable de la mise en place et de l'entretien.</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
Dans les 10 premiers jours de la phase préparation, chaque entreprise titulaire devra fournir au lot en charge de la gestion des installations communes de chantier une estimation de son effectif (sous-traitants compris) afin de permettre un dimensionnement suffisant de la base vie. Ces informations seront également transmises en copie au maître d'œuvre par chaque lot.	TOUS LOTS

## 3.5.4 AFFICHAGE DE SÉCURITÉ

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un affichage de sécurité et une signalisation temporaire sera mise en place aux abords du chantier. Elle comprendra : <ul style="list-style-type: none"> <li>Tous panneaux nécessaires à la sécurité des usagers et du personnel de chantier.</li> <li>Chantier interdit au public.</li> <li>Port du casque obligatoire.</li> <li>Port de chaussures sécurité obligatoire</li> <li>Limitation de vitesse.</li> <li>Panneaux signalisation temporaire routière conformément à la réglementation, adaptée, lisible et cohérente.</li> </ul> </li> </ul> <p>Cette liste n'est pas exhaustive</p>	LOT 01

## 3.6 ACCÈS AU CHANTIER ET CIRCULATIONS EXTERIEURES AU CHANTIER

### 3.6.1 ACCÈS AU CHANTIER ET STATIONNEMENT

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
L'accès au chantier se fera selon les consignes d'accès spécifique du GAM FAA'A	TOUS INTERVENANTS
Le stationnement des véhicules des entreprises se fera sur un parking défini au plan de prévention par le service prévention du GAM FAA'A.	TOUS INTERVENANTS
Aucun stockage et stationnement ne sera autorisé sur les voies de circulation extérieures au chantier.	TOUS LOTS

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 3.7 AUTORISATION D'INTERVENTION SUR SITE

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'accès et le travail des entreprises sur le site ne pourront se faire qu'après : <ul style="list-style-type: none"> <li>Avoir effectué une inspection commune avec le Coordonnateur SPS,</li> <li>Avoir envoyé son P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS et conservé un exemplaire sur site.</li> <li>Avoir reçu la validation d'intervention par le Maître d'œuvre</li> </ul> </li> </ul>	TOUS LOTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tout le personnel de chaque entreprise portera une identification permettant de connaître le nom de la société à laquelle il appartient (tenue, casque...).</li> <li>Le personnel devra être identifiable en permanence.</li> </ul>	TOUS LOTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un registre de présence journalier sera tenu au bureau de chantier par chaque entreprise titulaire et inclura ses sous-traitants.</li> </ul>	TOUS LOTS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes personnes qui accèdent (y compris MOA, MOE, BET, Contrôleurs...) au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles minimales (casque et chaussure de sécurité)</li> </ul>	TOUS INTERVENANTS

## 3.8 ÉLECTRICITÉ ET ECLAIRAGE DE CHANTIER

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un branchement électrique de chantier avec comptage sera réalisé avant le démarrage des travaux.</li> <li>Le réseau provisoire de distribution depuis le tableau de chantier ainsi que le raccordement de la base vie et des extérieurs sera réalisé et comprendra l'éclairage de chantier</li> <li>L'éclairage général des voies de circulation extérieures, des zones de stockage, et des voies de circulation intérieures sera mis en place de manière à supprimer les zones obscures du chantier, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur, pendant les heures ouvrables.</li> <li>Les installations d'éclairage devront être adaptées à l'évolution des travaux.</li> <li>Il sera implanté au moins un coffret de répartition par niveau.</li> <li>Les tableaux de répartition seront installés de façon à ne pas avoir plus de 25 m de rallonge électrique.</li> <li>Les armoires de répartition seront installées hors d'eau</li> <li>Elles seront à minima équipées des protections et dispositifs suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>arrêt d'urgence (IP 447) type : " Coup de poing "</li> <li>dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30mA)</li> <li>borne de terre pour le raccordement des appareils</li> </ul> </li> <li>Les armoires de répartition seront obligatoirement cadenassées et seul le personnel habilité électriquement pourra intervenir sur celles-ci.</li> <li>Une conformité <u>avant mise en service</u> sera <b>OBLIGATOIREMENT</b> réalisée par du personnel ou organisme agréé par la direction du travail, à l'installation (initiale) et lors de toute modifications des installations, puis annuellement (périodique).</li> <li><b>Au départ du lot en charge de la gestion des installations communes de chantier, celui-ci pourra déléguer la gestion des installations d'alimentation électrique du chantier à un autre lot et en informera par écrit le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage. À défaut, il restera seul responsable du réseau d'alimentation électrique provisoire du chantier.</b></li> <li>Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur : <ul style="list-style-type: none"> <li>Rallonges Type H 07 RNF</li> <li>Enrouleurs Catégorie B NFC 61.720</li> <li>Prises Incassables - Protection IP447</li> </ul> </li> <li>Les groupes électrogènes utilisés devront posséder une mise à la terre. À défaut, ceux-ci devront être de classe II.</li> </ul>	LOT 01
MESURES PARTICULIERES	
<b>Les rapports de conformité avant mise en service initiales et périodiques des installations électriques provisoire seront à disposition et à jour dans le registre de sécurité du chantier consultable dans le bureau de chantier.</b>	LOT 01

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 3.9 EAU DE CHANTIER

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Un sous-compteur de chantier sur le réseau d'alimentation en eau potable, utilisé par l'ensemble des entreprises, sera installé avant le démarrage des travaux</li> <li>La base vie sera raccordée en eau et au minimum un point d'eau sera accessible (hors bungalow) pour le chantier.</li> </ul>	LOT 01

## 3.10 PRÉSENCE ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE RÉSEAUX AÉRIENS ET SOUTERRAINS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Toute consignation de réseaux existants sera réalisée avant toute intervention des entreprises</li> <li>Un procès-verbal écrit de consignation sera impérativement remis aux entreprises,</li> <li>Il ne sera pas autorisé d'intervenir sans l'obtention de procès verbal</li> </ul>	MOE / TOUS LOT

### 3.10.1 DISTANCES DE SÉCURITÉ DANS LE CAS DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DE RÉSEAUX ÉLECTRIQUES AÉRIENS

- 3 m par rapport aux lignes ou installations aériennes sièges d'une tension électrique inférieure ou égale à 50 000 V, en valeur efficace pour le courant alternatif ;
- 5 m par rapport aux lignes ou installations aériennes sièges d'une tension électrique supérieure à 50 000 V, en valeur efficace pour le courant alternatif.

SI CES DISTANCES NE PEUVENT PAS ÊTRE RESPECTÉES, IL CONVIENT DE LE PRÉCISER LORS DE LA DICT AFIN DE PROCÉDER LORSQUE CELA EST POSSIBLE À LA MISE HORS TENSION OU DE PRÉVOIR DES MESURES DE PROTECTION.

## 3.11 DISPOSITIONS À PRENDRE EN CAS D'AVIS DE TEMPÊTE

### L'entrepreneur mettra en place un dispositif d'urgence en cas d'avis de tempête

Chaque entrepreneur prendra ses dispositions pour connaître à chaque instant les prévisions météorologiques et en particulier les avis de forte pluie et de coups de vent. Il passera avec Météo-France un contrat qui devra permettre au chef de chantier de l'entreprise d'avoir les informations sur les éventuels avis forts pluies et de coups de vents, une copie de l'annonce devra être transmise au maître d'œuvre. Les indications données par le service météorologique seront consignées dans le registre de sécurité du chantier.

CE DISPOSITIF DEVRA FAIRE L'OBJET D'UNE DESCRIPTION DANS LE P.P.S.P.S DES ENTREPRISES CONCERNÉES

## 3.12 VIGILANCE ET SÉCURISATION DURANT LA SAISON CYCLONIQUE

### Dispositions impératives des entreprises pour la période cyclonique :

- Sécurisation des grues, de l'ensemble des stockages et à l'efficacité des fossés provisoires de drainage des eaux de ruissèlement.
- Définir les dispositions à prendre sur le chantier en cas d'alerte cyclonique ou de départ en congés (astreinte), afin de notamment palier tout accident et de préserver les ouvrages, matériels, matériaux et fournitures. (À mettre en annexe aux P.P.S.P.S)

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 3.13 TABLEAU RECAPITULATIF DES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DE CHANTIER

POSTE	RÉALISÉ PAR ?	GÉRÉ PAR ?	ÉCHÉANCE DE FIN
Clôture et portail	LOT 01	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Accès	GAM FAA'A	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Circulations	GAM FAA'A	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Signalisation	LOT 01	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Stationnement	GAM FAA'A	CHAQUE LOT	FIN DE CHANTIER
Stockage	CHAQUE LOT	CHAQUE LOT	FIN DE CHANTIER
Réseaux provisoires de chantier	LOT 01	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Coffret électrique général	LOT 01	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Coffret divisionnaire et éclairage	LOT 01	LOT 01	FIN DE CHANTIER
Cantonnement	MIS A DISPOSITION PAR GAM FAA'A	CHAQUE LOT	FIN DE CHANTIER
Nettoyage hors cantonnement	CHAQUE LOT	CHAQUE LOT	FIN DE CHANTIER
PIC	LOT 01	CHAQUE LOT	FIN DE CHANTIER
Déchets – Gravats	LOT 01	CHAQUE LOT	FIN DE CHANTIER

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT

### 4.1 VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

#### 4.1.1 CIRCULATIONS HORIZONTALES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>Accès piétons : Les circulations piétonnes seront de type «<u>pied sec</u>», propres et matérialisées physiquement (balisage, signalétique, merlon, passage piéton, voire protection lourde type GBA si nécessaire) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).</li> </ul> </li> <li>Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.</li> <li>Un plan de cheminement sera établi pour chaque phase de travaux. Il contiendra au minimum les accès à la zone travaux et les signalisations et affichages mis en place. Ces plans seront validés par le Maître d'œuvre avant de débiter les travaux.</li> </ul>	LOT 01

#### 4.1.2 CIRCULATIONS VERTICALES

##### 4.1.2.1 TOUR ESCALIER

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les accès communs au poste de travail de plus de 3 mètres de hauteur seront réalisés depuis une tour d'accès ou tout moyen équivalent, <b>les accès communs de plus de 3 mètres ne sont pas autorisés à l'échelle.</b></li> <li>Les tours escaliers sont régies par les mêmes règles et les mêmes principes d'affichage, d'utilisation, d'application de normes que les échafaudages.</li> <li>Les tours escaliers devront être équipés, de platelages de franchissement d'acrotère et d'escalier de descente derrière l'acrotère avec protection et main courante</li> </ul>	LOT 01 / LOT 02
MESURES PARTICULIÈRES	
<b>NE SONT PAS CONSIDÉRÉES COMME DES TOURS ESCALIER, LES TOURS D'ÉTAIEMENT.</b>	

##### 4.1.2.2 ÉCHELLES, ESCABEAUX, MARCHES PIEDS


DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.</li> <li>Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.</li> </ul> <p><u>Les accès communs à l'échelle, ne seront admis que :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>si des fixations en pied et en tête sont mises en place,</li> <li>si la hauteur d'accès ne dépasse pas 3 mètres,</li> <li>si l'échelle dépasse d'au moins un mètre le niveau d'accès,</li> <li>si les équipements, matériels, matériaux transitent par un autre moyen,</li> <li>si l'emprise au sol est protégée contre les chocs dus à la circulation d'engins ou de véhicules,</li> </ul>	TOUS LOTS

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## ÉCHAFAUDAGES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<p>• Préalablement à la mise en place d'échafaudage une plateforme stable et régulière devra être réalisée et faire l'objet d'une réception contradictoire par les entreprises concernées et le maître d'œuvre.</p> <p>1. <u>Montage ; démontage ; modification :</u></p> <p>Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés, sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente.</p> <p>2. <u>Plans ; notes de calcul :</u></p> <p>Dans le cas des échafaudages de hauteur inférieure ou égale à 24 mètres, il y a lieu d'établir un plan et de justifier, par une note de calculs, les dispositions prises si celles-ci ne sont pas décrites par le constructeur.</p> <p>Pour les échafaudages de hauteur supérieure à 24 mètres, il y a lieu d'établir un plan et de justifier toutes les dispositions de stabilité et de résistance par une note de calculs.</p> <p>Quelle que soit la hauteur, à défaut d'indications spécifiques du fabricant, une note de calculs justificative de toutes les dispositions de résistance et de stabilité doit être produite notamment si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ L'échafaudage est recouvert de bâches, de filets, de panneaux de publicité, etc.,</li> <li>○ Les valeurs de charge de vent sont supérieures à celles des règlements en vigueur (cf. "vents", euro codes...),</li> <li>○ Des accessoires sont utilisés tels que potences, treuils, etc.</li> </ul> <p>3. <u>Utilisation partagée des échafaudages :</u></p> <p>S'il est prévu plusieurs utilisateurs de l'échafaudage ou si le monteur est différent de l'utilisateur, les entreprises concernées transmettent leurs besoins au maître d'ouvrage, au Coordonnateur SPS et au maître d'œuvre</p> <p>4. <u>Vérification ; Réception avant utilisation :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un procès-verbal de réception écrit et contradictoire. Ce procès-verbal est établi indifféremment par le monteur ou l'utilisateur, mais signé par les 2 parties.</li> <li>- Si le monteur appartient à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il faut impérativement qu'une personne compétente de l'entreprise vérifie et réceptionne l'échafaudage une fois monté et donne l'autorisation de l'exploiter.</li> </ul> <p>5. <u>Affichage :</u></p> <p>Une fois l'ouvrage réceptionné, il y a lieu d'afficher un panneau fixé à l'échafaudage, mentionnant les conditions d'utilisation et interdisant l'accès aux entreprises et personnes non autorisées ainsi que la copie du procès-verbal de réception.</p> <p>L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied ou volant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un <b>PANNEAU ROUGE &lt;&lt; ACCES INTERDIT &gt;&gt;</b> </li> <li>○ Apposer sur celui-ci un <b>PANNEAU VERT &lt;&lt; ACCÈS AUTORISÉ &gt;&gt;</b> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,</li> <li>○ Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMÉRO DE TÉLÉPHONE.</li> </ul> <p><u>Nota :</u> Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.</p> <p>L'entreprise qui utilise un échafaudage, installé par une autre entreprise devra appliquer la totalité des démarches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ s'assurer de la présence du panneau d'autorisation d'accès,</li> <li>○ qu'il soit adapté à l'usage qu'elle veut en faire,</li> <li>○ qu'il présente les sécurités requises,</li> </ul> <p>Il lui est interdit, de modifier cet équipement sans que le propriétaire en soit expressément averti par demande préalable.</p> <p>• Un balisage sera mis en place sur l'intégralité de leur pourtour à 1,5 mètres minimum en pied d'échafaudage.</p>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
<b>NE SONT PAS CONSIDÉRÉES COMME DES ÉCHAFAUDAGES, LES TOURS D'ÉTAIEMENT.</b>	



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 4.2 PROTECTIONS COLLECTIVES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>La mise en place, l'entretien et la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et à leurs abords pendant <u>toute la durée du chantier</u> est à la charge du lot assurant la mise en place et l'entretien des protections collectives de chantier</li> <li>Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit en avvertir le lot responsable de la mise en place des protections collectives et assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son P.P.S.P.S. Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible.</li> <li>Chaque entreprise devra libérer sa zone de travail propre et <u>sécurisée</u>.</li> <li>Chaque entreprise, en arrivant sur une zone de travail, devra s'assurer que le corps d'état précédent l'a libérée propre et sécurisée.</li> <li>Sans remarque ou demande au coordonnateur SPS, celle-ci sera responsable en cas de manquement de protections collectives sur cette zone.</li> <li>Si une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier.</li> <li><u>Au départ du lot assurant la mise en place et l'entretien des protections collectives de chantier, celui-ci devra déléguer la gestion des protections collectives du chantier à un autre lot et en informera par écrit le coordonnateur SPS, le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage. À défaut, il restera seul responsable.</u></li> </ul>	LOT 01
MESURES PARTICULIERES	

### 4.2.1 LISTE (NON EXHAUSTIVE) DES PROTECTIONS COLLECTIVES

La liste des protections énumérées ci-dessous n'est pas exhaustive. Les entreprises compléteront les protections prévues pour chaque poste de travail selon les modes opératoires retenues, en le précisant dans son P.P.S.P.S ou pourra proposer des dispositions au moins équivalentes.

En tout état de cause, les offres des entreprises prévoiront le maintien en place des protections collectives existantes et de celles qu'elle a obligation d'installer pour ses travaux (ou pour ses sous-traitants) et ce, jusqu'à la fin du projet.

Protections collectives à mettre en place :

- Plate-forme et talus : au droit de tout vide de construction ou de talus, un garde-corps rigide d'une hauteur minimale de 1,00 m avec une sous lisse à mi-hauteur à 45 cm et une plinthe de 0,15 m seront mis en place.
- Accès aux plateformes : Une tour escalier sera mise en place pour l'accès à chaque poste en élévation. (tête de pile par exemple).
- Franchissement des talus : Des escaliers provisoires seront installés sur les cheminements pentus. Ils seront équipés de garde-corps conformes à la réglementation.
- Franchissement des tranchées : Les tranchées situées sur les cheminements seront équipées de passerelles munies de garde-corps.
- Aciers en attente, verticaux ou horizontaux seront crossés.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 4.3 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS

### 4.3.1 MANUTENTIONS MANUELLES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.</li> <li>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</li> <li>Il est demandé aux entreprises intervenantes de respecter la limitation des manutentions manuelles.</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	

### 4.3.2 MANUTENTIONS MÉCANIQUES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens.</li> <li>Il sera indiqué au PPSPS le choix des procédés des manutentions et les moyens de levage mis à disposition.</li> </ul> <p><u>Les dispositions suivantes devront être prises :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>respect des règles d'élingage,</li> <li>établissement d'un mode opératoire pour la manutention des équipements importants (taille ou poids) et pour les manutentions fréquentes (tuyauteries, gaines, etc.) comportant le maximum de détails et éventuellement des croquis,</li> <li>dans le cas de manœuvre importante, désignation d'un chef de manœuvre et mise en place des dispositions de surveillance et de balisage des zones à risques potentiels,</li> <li>bien respecter les charges au sol à ne pas dépasser. Si impossibilité, prévoir des étais sous dalles. <b>Prière de consulter les plans de charge sur planchers.</b></li> <li>dispositions de guidage et retenue des charges,</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les poids, gabarits et quantités des matériaux à stocker seront indiqués par les différentes entreprises dans leurs P.P.S.P.S.</li> <li>Pour la manutention d'éléments préfabriqués (longrines, charpente, équipements techniques), il faudra prévoir au stade de l'exécution des plans, les points d'ancrage pour l'élingage des éléments.</li> <li>L'utilisation du matériel de levage et manutention par d'autres corps d'état sera acceptée par l'entreprise à qui appartient le matériel sous réserve que ce dernier soit conforme aux normes de sécurité. Le matériel doit toujours être conduit par le personnel qualifié de l'entreprise auquel il appartient. <ul style="list-style-type: none"> <li>L'arrimage doit être exécuté par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel, sous réserve que le corps d'état utilisateur ait fourni le matériel de manutention conforme et adapté.</li> <li>Le guidage est effectué par un ouvrier de l'entreprise à qui appartient le matériel.</li> <li>Un périmètre de sécurité devra être matérialisé si déchargement hors zone de chantier.</li> <li>Les frais de matériel et de personnel sont à la charge de l'entreprise utilisatrice.</li> <li>L'entreprise à qui appartient le matériel de manutention assurera l'affichage systématique des charges admissibles.</li> </ul> </li> <li>Tous les périmètres concernés par ces manutentions seront balisés et surveillés afin d'interdire l'approche d'autres corps d'état.</li> <li>Pour les petites manutentions, les vérifications des appareils de levage (treuil, palans...) devront être effectuées conformément aux dispositions de la législation en vigueur.</li> <li>Les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
<p><b>Les rapports de vérification générale périodique (VGP), constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien des engins de levages seront à disposition et à jours dans le registre de sécurité du chantier consultable dans le bureau de chantier.</b></p>	

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 4.4 UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE ET DE MANUTENTION

### 4.4.1.1 GRUE À TOUR ET GRUE MOBILES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'entreprise aura à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.</li> <li>En cas d'installation de grue(s), le(s) PV de vérification de celle(s)-ci ainsi que l'abonnement à flash météo seront consultables dans le bureau de chantier.</li> <li>En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.</li> <li>Des systèmes de limitation mécanique de zone seront mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier.</li> <li>Aucun personnel ne devra s'approcher de la Zone de manutention de l'engin et des pièces à déplacer pendant toute la durée de la manutention (de la mise en mouvement de l'engin jusqu'à l'arrêt de l'engin).</li> <li>Cette Zone de manutention comprend le point de stockage des pièces à manutentionner, la zone de mouvement de l'engin chargé de la manutention ainsi que le parcours que l'engin de manutention à effectuer jusqu'au point de dépose des pièces à manutentionner.</li> <li>La Zone de manutention devra être dégagée de tout obstacle pouvant gêner la manœuvre. Les pièces à manutentionner ne seront levées par l'engin qu'à une hauteur strictement nécessaire au déplacement des pièces.</li> <li>Un agent responsable de la manutention sera chargé de superviser la manutention. Il veillera à l'application stricte de la méthodologie et le conducteur d'engins sera sous ses ordres.</li> <li>L'agent responsable de la manutention sera positionné hors Zone de manutention et en relation permanente avec le conducteur (radio). Il veillera en particulier à ce qu'aucune personne ne pénètre dans la Zone de manutention et pourra arrêter la manutention si les conditions obligatoires ne sont plus remplies.</li> <li>Avant le montage et le démontage de la grue, l'entreprise devra condamner la zone d'intervention.</li> <li><u>Interférences Entre Grues</u> <ul style="list-style-type: none"> <li>En cas d'interférence de grue ou d'interdiction de survol à charge, un système de gestion sera à la charge de l'entreprise installatrice y compris système de communication si nécessaire.</li> <li>En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) aura à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.</li> <li>Un plan matérialisera les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche et de la (des) contre flèche.</li> </ul> </li> <li>L'entreprise devra fournir la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot. La flèche ou l'un quelconque de ses composants, ne peut être en aucun cas, être à une distance verticale inférieure à 3 ou 5 mètres d'installation électrique.</li> <li>La grue est obligatoirement mise en girouette en dehors des périodes de travail, les crochets sont remontés et dépourvus de charge.</li> </ul>	LOT 01/ LOT 02
MESURES PARTICULIERES	
Les rapports de vérification générale périodique (VGP), constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien des engin de levages seront à disposition et à jours dans le registre de sécurité du chantier consultable dans le bureau de chantier.	

## 4.5 MESURES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ

### 4.5.1 TRAVAUX SUPERPOSÉS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes les interventions simultanées et superposées sont interdites.</li> <li>Certaines phases peuvent être éventuellement décalées en accord avec le maître d'œuvre.</li> <li>L'installation d'atelier dans les zones de travaux est interdite. Elle ne sera tolérée qu'avec l'accord du Maître d'œuvre.</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
Un phasage devra être réalisé afin de préciser les zones de travail en hauteur incompatibles avec une continuité d'exploitation du hangar	MOA / CONDUITE D'OPERATION / MOE

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 4.5.2 TRAITEMENT DU PLOMB

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Des modes opératoires devront être établis selon les méthodes retenues pour le traitement des peintures plombées sur revêtement métallique</li> <li>Les zones de travail seront maintenues confinées lors des interventions et ce jusqu'à restitution des documents prouvant l'absence de résidus issus du traitement.</li> </ul>	LOT 01/02
MESURES PARTICULIERES	
Prendre en compte le fascicule ED 909 (joint en annexe) pour la réalisation de modes opératoires et application des mesures de prévention.	LOT 01/02

## 4.5.3 PERCEMENTS

Lorsque des percements de parois et/ou de conduites existantes ont lieu, les modes opératoires seront précisés au Maître d'Œuvre et communiqués au Coordonnateur SPS.

## 4.5.4 ACIERS EN ATTENTE POUR BÉTON ARMÉ

Tous les aciers en attente seront crossés ou à défaut munis d'une protection adaptée

## 4.5.5 RÉSEAUX EXISTANTS

Toute intervention de quelque nature que ce soit en présence de réseaux existant (électrique, fluide, gaz...) devra obligatoirement faire l'objet d'une consignation préalable par du personnel formé et habilité.

Les entreprises intervenantes se verront délivrer une consignation écrite avant de pouvoir débiter leur opération.

## 4.5.6 TRAVAUX PAR POINT CHAUD

Tous les travaux par points chauds feront l'objet d'un permis feu qui sera établi par l'entreprise et signé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant désigné. Une copie sera disponible sur le chantier.

Des extincteurs adaptés seront disposés aux postes de travail par point chaud.

Les travaux par point chaud devront être arrêtés au moins une heure avant de quitter le chantier et une ronde de vérification devra être réalisée.

## 4.5.7 TRAVAUX ISOLÉS

Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.

L'Entreprise doit prendre des dispositions d'organisation du travail ou assurer une surveillance permanente.

## 4.5.8 TRAVAUX DE FOUILLE ET TRANCHÉES

Sans Objet

## 4.5.9 TRAVAUX SUBAQUATIQUES

Sans Objet

### 4.5.9.1 SPÉCIFICITÉ DES PLONGÉES

Sans Objet

### 4.5.9.2 SOUDURE SOUS-MARINE

Sans Objet

## 4.6 MISE EN COMMUN DES MOYENS

Le présent P.G.C. ou les dispositions adoptées au cours des travaux peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en œuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 5. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

### 5.1.1 COACTIVITÉ AVEC LES UTILISATEURS / OCCUPANTS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Certaines périodes pourront être neutralisées afin de permettre l'accès au hangar aux industriels titulaires des marchés de maintenances des aéronefs des FAPF d'effectuer des interventions sensibles dans les conditions régis par la réglementation EMAR/FR145</li> <li>Le hangar sera occupé par des personnels qualifiés des entreprises JET AVIATION et SABENA.</li> </ul>	
MESURES PARTICULIERES	
Un phase des zones de travail devra être défini pour interdire tous travaux au dessus de zones maintenues en exploitation	CONDUITE D'OPERATION en concertation avec LOT01/02

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 6. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

### 6.1 ZONE ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX, DÉCHETS, DÉCOMBRES, GRAVATS, NOTAMMENT CEUX PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER

#### 6.1.1 STOCKAGE DES MATÉRIAUX ET INSTALLATIONS DE MAGASINS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les stockages devront être limités au maximum.</li> <li>Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le PIC. Ces aires ne sont pas figées et pourront être déplacées à la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS.</li> <li>Aucune circulation ne devra être interrompue.</li> <li>Aucun stockage ne pourra se faire sur les voies de circulation.</li> <li>Toutes les zones de stockage seront clôturées, à défaut balisées.</li> <li>Le matériel et les matériaux non utilisés seront évacués à l'avancement afin de ne pas encombrer le chantier.</li> </ul>	TOUS LOTS

#### 6.1.2 RESTRICTIONS D'EMPLOI OU DE STOCKAGES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chaque entreprise utilisant des produits portant sur l'étiquette "produit dangereux et/ou inflammable" devra joindre sa fiche de données de sécurité afférente au produit et suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en œuvre du produit.</li> <li>Toute utilisation de produit chimique (goudron acidifié, désactivant de surface béton, protecteur contre le désactivant,...) se fera avec les protections nécessaires (masques ou protection des voies respiratoires, lunettes, gants,...). L'avis du médecin du travail sur l'utilisation de ces produits sera annexé au PPSPS.</li> <li>L'information des entreprises travaillant à proximité est à réaliser par l'entreprise utilisatrice de produits dangereux et interdira toute activité dans un périmètre défini</li> <li>Il est interdit de stocker des produits dangereux pour la santé et pour l'environnement, explosifs, combustibles ou inflammables sur le chantier sans mise en place de systèmes de stockage spécifiques sur rétention et adapté au type de produit comportant un affichage spécifique</li> </ul>	TOUS LOTS



L'ENSEMBLE DES AGENTS CHIMIQUES DEVRONT ÊTRE STOCKÉS DANS LES CONDITIONS PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION AFIN DE NE PORTER ATTEINTE AUX PERSONNES ET À L'ENVIRONNEMENT.

L'ENSEMBLE DES FICHES DE DONNÉES DE SÉCURITÉ SERONT DISPONIBLE SUR LE CHANTIER



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 6.1.3 REJETS D'EFFLUENTS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les rejets provenant des eaux de lavage chargées notamment pour le nettoyage du matériel sont interdits (toupie peinture...), sauf dans les conditions de mise en œuvre de bassins de décantation.</li> <li>Une zone sera aménagée pour le nettoyage des toupies de béton, et des engins de chantier pouvant provoquer une pollution de l'environnement. Cet endroit sera remis en état en fin de chantier.</li> </ul>	TOUS LOTS

## 6.1.4 STOCKAGE ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Des moyens efficaces d'enlèvement des déchets et gravais, permettant le tri sélectif des déchets sera mis en place dès le démarrage des travaux.</li> <li>Chaque entreprise fera son affaire des déchets qu'elle aura produit pour les transporter et les trier avant de les déposer dans ces bennes.</li> <li>Les bennes seront positionnées selon le principe fini sur le PIC et pourront être modifiées en fonction des impératifs du chantier.</li> <li>S'assurer à tout moment de l'absence de risque d'envolement des déchets. À défaut, les bennes seront recouvertes.</li> <li>Interdiction totale de brûler les déchets sur le chantier.</li> <li>Au départ du lot en charge de la gestion des installations communes de chantier, celui-ci pourra déléguer la gestion du stockage et l'évacuation des déchets à un autre lot et en informera par écrit le Maître d'œuvre. À défaut, il restera seule responsable.</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
Les entreprises utilisant des produits portant sur l'étiquette les mentions produits dangereux et/ou inflammables préciseront dans leur P.P.S.P.S. la solution retenue pour l'élimination des déchets et emballages. (lieu de décharge). Ces déchets ne pourront pas être déposés dans les bennes.	

## 6.1.5 NETTOYAGE DU CHANTIER

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chaque jour et après chaque opération ou intervention les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de toutes salissures, débris et gravais causés par ses propres travaux. Dépose des gravats et déchets dans les bennes appropriées.</li> <li>En cours de chantier, le matériel et les matériaux sans emploi devront être enlevés. Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des déchets.</li> </ul>	TOUS LOTS

## 6.1.6 NETTOYAGE DES VOIERIES AUX ABORDS DU CHANTIER

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Le nettoyage des abords et l'entretien des voies d'accès sera réalisé par le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier</li> <li>Les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant.</li> <li>Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine.</li> <li>Des nettoyages mécaniques des voiries extérieures au chantier seront à prévoir dès que nécessaire.</li> <li>Au départ du lot en charge de la gestion des installations communes de chantier, celui-ci pourra déléguer le nettoyage des abords et l'entretien de la voirie publique à un autre lot et en informera par écrit le Maître d'œuvre. À défaut, elle restera seule responsable.</li> </ul>	LOT 01

AU CAS OÙ LE MAÎTRE D'ŒUVRE L'ESTIMERAIT NÉCESSAIRE, UNE ENTREPRISE AURAIT LA RESPONSABILITÉ DE CE NETTOYAGE DE CHANTIER, IL DEVRA METTRE EN PLACE LES ÉQUIPES NÉCESSAIRES POUR ASSURER CETTE MISSION. CES TRAVAUX SERONT ALORS FACTURÉS À L'ENTREPRISE DONT LA CARENCE AURA NÉCESSITÉ CETTE INTERVENTION.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

### 7.1 SECOURISTES DU TRAVAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. Dans le cas de sous-traitance, l'entreprise titulaire imposera à ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux.</li> <li>En l'absence de secouriste au sein d'une entreprise, celle-ci s'assurera de la présence d'un secouriste d'un autre corps d'état pendant son intervention.</li> <li>Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage.</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
Les entreprises ne seront autorisées à intervenir que si au moins un secouriste du travail est constamment présent sur le chantier.	

### 7.2 MOYEN D'APPEL DES SECOURS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées.</li> <li>S'il est situé en salle de réunion ou bureau de chantier, ces locaux devront être ouverts en présence d'entreprise sur le site.</li> </ul>	LOT 01 et selon les consignes spécifiques du site
<ul style="list-style-type: none"> <li>En cas d'utilisation d'un téléphone portable, il devra être accessible en permanence avec chargeur dans un lieu fixe.</li> <li>Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés à côté de ce poste téléphonique.</li> <li>Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S.</li> <li>Une procédure sera arrêtée en concertation avec le coordonnateur et le maître d'ouvrage pour l'ensemble des entreprises.</li> <li>Les consignes, N° à appeler en cas d'urgence, N° de téléphone du chantier et emplacement de la trousse de secours seront affichés dans tous les locaux sociaux.</li> </ul>	TOUS LOTS

### 7.3 TROUSSE DE SECOURS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place d'une trousse de secours pour l'ensemble du personnel de chantier avec cahier d'enregistrement.</li> <li>Rapprovisionnement de la trousse de secours par le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier.</li> <li>Les entreprises utilisant des produits spécifiques nécessitant un complément de la trousse de secours compléteront celle-ci avant leur intervention.</li> </ul>	LOT 01

### 7.4 ACCIDENTS DU TRAVAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>Les entreprises devront systématiquement informer dans les 24 heures à minima par mail, le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu entraîner des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes.</li> </ul>	TOUS LOTS

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 7.5 PROCÉDURE EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL

### 7.5.1 APPEL AU SECOURS

. En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours :

**TÉLÉPHONE**

**SAMU : 15 / POMPIERS : 18**

. Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

- . Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.
- . Confirmer cet appel au Coordonnateur SPS
- . Avertir le Maître d'Œuvre ou son représentant.

### 7.6 INCENDIE

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tout feu ouvert ou barbecue est rigoureusement interdit sur le chantier.</li> <li>• Les entreprises utilisant des produits inflammables, devront Préalablement, en informer le maître d'Œuvre et le Coordonnateur SPS.</li> <li>• Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments ou des cantonnements.</li> <li>• Chaque entreprise installera des extincteurs appropriés aux différents risques dans les bureaux de chantier, vestiaires, réfectoires, magasins de stockage, poste de travail etc.</li> <li>• Il est demandé aux entreprises utilisatrices d'extincteurs de faire participer le personnel aux séances de formation incendie</li> </ul>	TOUS LOTS
MESURES PARTICULIERES	
Au minimum, 10% des salariés présents, devront connaître le maniement des extincteurs.	TOUS LOTS

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 8. ANNEXES À REMPLIR PAR TOUTES LES ENTREPRISES :

### 8.1 FICHE D'IDENTIFICATION D'ENTREPRISE (F.I.E.)

DOCUMENT À REMETTRE AU COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ, LORS DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

Nom de l'Entreprise : .....

Adresse de l'Entreprise : .....

Représentée par : .....

Chef d'Entreprise : .....

Mail : ..... Tél. : +689 \_\_\_\_\_

Conducteur de Travaux : .....

Mail : ..... Tél. : +689 \_\_\_\_\_

Chef de Chantier : .....

Mail : ..... Tél. : +689 \_\_\_\_\_

Chargé de Sécurité : .....

Mail : ..... Tél. : +689 \_\_\_\_\_

Représentants C.H.S.C.T : Patronal : ..... Salarié : .....

Lot N° : ..... Corps d'état : .....

Sous-traitante de l'Entreprise : ..... (Indiquer pour quelle entreprise vous intervenez)

Date approximative d'intervention : ..... / ..... / .....

Durée prévisionnelle d'intervention : \_\_\_\_\_ jours, semaines ou mois

Effectif prévisionnel maximum des travailleurs affectés au chantier : ..... (nb)

Dont personnel(s) secouriste(s) : ..... (nb)

Sous-traitants :

Libellé succinct des ouvrages sous-traités :

N° 1 : ..... / .....

N° 2 : ..... / .....

N° 3 : ..... / .....

Je soussigné ..... Fonction .....

Représentant l'entreprise : .....

Déclare avoir pris connaissance du P.G.C. du chantier en objet, et je m'engage à le respecter ainsi que les principes généraux de prévention liés à ma profession.

Fait à

le

(cachet et signature)

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 8.2 EN CAS D'ACCIDENT

La prévention BTP

# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**  
**Pompiers**

**15**  
**Samu**

**et dites...**

### 1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement) .....

N° ..... Rue .....

En face de .....

Téléphone

### 2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

### 3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

### 4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

### 5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

### 6 Faites répéter le message

**Ne raccrochez jamais le premier.**

**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL** : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.





# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 8.3 REGLEMENTATION APPLICABLE AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER

Installations	Chantiers d'une durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
<b>Vestiaire</b>	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Convenablement aéré</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>- Nettoyé 1 fois par jour</li> <li>- Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>- Muni de sièges en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p>Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairé</li> <li>- Chauffé en saison froide</li> <li>- Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- Maintenu en état constant de propreté</li> <li>- Installations séparées si personnel mixte</li> <li>- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> </ul> <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sièges en nombre suffisant</li> <li>- Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>- ininflammables</li> <li>- à double compartiment</li> <li>- munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>
<b>Lavabos</b>	<p>Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Si possible à température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p><u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>- Eau potable</li> <li>- Température réglable</li> <li>- Moyens de nettoyage</li> <li>- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.</li> </ul>
<b>Douches</b>	Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
<b>Eau pour la boisson</b>	Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
<b>Cabinets d'aisance, urinoirs</b>	<p>Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés</li> <li>- Chasse d'eau</li> <li>- Éclairage</li> <li>- Chauffage en saison froide</li> <li>- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables</li> <li>- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnables de l'extérieur</li> <li>- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires</li> <li>- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau</li> <li>- Papier hygiénique</li> <li>- Installations séparées en cas de personnel mixte</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	
<b>Réfectoire</b>	<p>Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p>(*) voir note de bas de page</p>	<p><u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Garde-manger</li> <li>- Réfrigérateur si possible</li> <li>- Maintien en état constant de propreté</li> </ul> <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tables + chaises en nombre suffisant</li> <li>- Réchaud</li> <li>- Réfrigérateur</li> <li>- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers</li> <li>- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</li> </ul>

(\*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (article R4534-145 du code du travail).

CES INSTALLATIONS SERONT DOUBLÉES ET SÉPARÉES EN CAS DE PERSONNEL MIXTE SUR LE CHANTIER



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr (+689) 40.86.37.91

## 8.4 CONCLUSIONS DU RAPPORT AMIANTE AVANT TRAVAUX N° JT200232902 du 13/12/2023

### Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

(Selon Arrêté du 16 Juillet 2019 et Norme NF X 46-020 : Aout 2017)



#### BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

Groupeement Aéronautique Militaire  
Faa'a  
(BATIMENT ZAP 008)  
98704 FAAA (TAHITI)

#### Propriétaire

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE  
CASERNE LCL BROCHE  
98716 PIRAE (TAHITI)

#### Demandeur

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE  
CASERNE LCL BROCHE  
98716 PIRAE (TAHITI)

#### SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Programme des travaux : cf. chapitre 1

Date du rapport : 13/12/2023

Date de visite : 06/06/2023

Nombre de pages : 47

Fait à : Papeete

Référence du dossier :  
2306JT200SP23D080 - FAAA GAM -  
ZAP 008

Référence du rapport : **JT200232902**

Nombre de prélèvements : 26

Le présent rapport est établi par :

Taiteariki DAUPHIN

dont les compétences sont certifiées par :  
SOCOTEC Certification France 11-13 Cours Valmy  
Tour Pacific 92977 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
(détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))

sur la durée de validité du : 27/06/2022 au  
26/06/2029

Certificat de compétence :  
n° DTI / 2206-005

Contrat d'assurance :  
AXA / n° 37503519275587 / échéance 31/12/2023



Révision	Date	Objet
Version initiale	06/06/2023	Établissement du Dossier Technique

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

AGENCE PAPEETE – BP 1704 - Imm. Vehiarii 2<sup>e</sup> étage – avenue Pierre Loti à Titiro  
98713 PAPEETE-POLYNESIE  
Tél. : (+689)40506868 – Email : polynesie@socotec.com

1 / 47  
02-Modèle\_Amiante\_Txt\_BAT\_2019\_V1.1

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## 8.5 DIAGNOSTIC DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX N° JT200232903 du 14/12/2023

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

## Rapport de repérage des matériaux et revêtements contenant du plomb avant travaux



<b>BIEN IMMOBILIER CONCERNE :</b>  BASE SERGENT JULIEN ALLAIN (BATIMENT ZAP 008) 98702 FAAA (TAHITI)	<b>Propriétaire</b> SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE CASERNE LCL BROCHE 98716 PIRAE (TAHITI)  <b>Demandeur</b> SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE CASERNE LCL BROCHE 98716 PIRAE (TAHITI)
<b>Nature des travaux : Rénovation / Réhabilitation : OUI      Démolition : NON</b>  <b>Programme des travaux : Voir chapitre I.</b>	

<b>Date du rapport :</b> 14/12/2023 <b>Date de visite :</b> 06/06/2023 <b>Nombre de pages :</b> 25 <b>Fait à :</b> PAPEETE-POLYNESIE <b>Référence du dossier :</b> SP23D.080 - PLOMB <b>Référence du rapport :</b> JT200232903	<b>Auteur du rapport :</b> Taiteariki DAUPHIN  <b>Fonction :</b> Opérateur de repérage  <b>Contrat d'assurance :</b> AXA / n° 37503519275087 / échéance 31/12/2023	
---	---	---

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## Sommaire

<b>I.</b>	<b>CADRE DE LA MISSION</b>	<b>3</b>
1.	Objet de la mission	3
2.	Références réglementaires et normatives	3
3.	Programme des travaux du donneur d'ordre	3
4.	Périmètre du repérage (locaux et parties d'immeubles concernés)	4
	DESCRIPTION DU BIEN	4
	PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES	4
	PARTIES D'IMMEUBLE NON VISITEES	4
<b>II.</b>	<b>METHODOLOGIE EMPLOYEE</b>	<b>4</b>
<b>III.</b>	<b>PROTOCOLE DU CONSTAT</b>	<b>5</b>
1.	Identification des locaux	5
2.	Identification des revêtements	5
<b>IV.</b>	<b>DEROULEMENT DE LA MISSION</b>	<b>6</b>
1.	Prestations réalisées :	6
2.	Personnes présentes lors de la visite :	6
3.	Informations complémentaires sur la visite	6
	Etat d'occupation des locaux lors de notre visite :	6
	Autres informations sur le déroulement de la mission :	6
4.	Rapports précédemment réalisés communiqués à Socotec dans le cadre de la présente mission	6
5.	Plans des parties d'immeuble concernées par la mission	6
<b>V.</b>	<b>RESULTATS DETAILLES</b>	<b>7</b>
1.	Matériaux ou produits A CONCENTRATION MASSIQUE EN PLOMB acido-soluble $\geq 1.5\text{mg/g}$	7
2.	MATERIAUX OU PRODUITS A CONCENTRATION MASSIQUE en plomb ACIDO-SOLUBLE $< 1.5\text{ mg/g}$	7
3.	LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS DE PLOMB SUR JUSTIFICATIF	8
4.	COMPOSANTS SUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES	8
	Annexe 1 - Fiche d'identification	9
	Annexe 2 - Plans / croquis	12
	Annexe 3 - PV ANALYSES	14
	Annexe 4 - NOTICE D'INFORMATION	21
	Annexe 5 - ATTESTATION D'ASSURANCE	24



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## I. CADRE DE LA MISSION

### 1. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet l'identification des revêtements et matériaux contenant du plomb susceptibles d'être altérés au cours des travaux de rénovation/réhabilitation ou de démolition, définis préalablement à la mission. L'altération de ces matériaux peut présenter un risque d'exposition au plomb des intervenants et doit être évalué le plus en amont possible du début des travaux.

**La recherche se limite aux revêtements et matériaux impactés par les travaux.**

**Ce diagnostic n'est ni un Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP) ni un Diagnostic du Risque d'Intoxication au Plomb, qui relèvent des obligations prévues par le Code de la Santé Publique.**

Notre mission consiste également en une recherche systématique permettant d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant du plomb, incorporés ou faisant indissociablement corps avec l'immeuble ou la partie de l'immeuble faisant l'objet des travaux, tels que :

- les peintures plombifères sur tout support (bois, plâtre, métal, ciment,)
- les éléments en plomb métallique (canalisations, nappe isolante, ornements, revêtements d'étanchéité types bavettes, tables, couvre joints, solins, noquets...),
- les faïences murales.

En effet, si des travaux sont réalisés sur ce matériau (retrait, percement,) le repérage est nécessaire puisque la faïence peut masquer un autre revêtement contenant du plomb.

**Sauf indication contraire dans la suite du rapport, la recherche n'a pas porté sur les ouvrages suivants : voiries, réseaux enterrés, étanchéité des réseaux enterrés.**

### 2. REFERENCES REGLEMENTAIRES ET NORMATIVES

- > Principes généraux de prévention L4121-2 du code du travail
- > Prévention du risque d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction R4412-59 et suivants
- > Norme NF X 46 031 avril 2008 relative à l'analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb
- > Articles 2, 3, 4 et Annexes 1 et 2 de l'Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb.
- > Préconisation pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (hors champs code de la santé publique) DIRECCTE CENTRE / Mars 2014

### 3. PROGRAMME DES TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Ce paragraphe est consacré à la description détaillée des travaux envisagés afin de permettre au diagnostiqueur de définir la stratégie de mesures la plus adaptée. En l'absence de programme détaillé fourni par le donneur d'ordre, notre responsabilité ne saurait être engagée sur la stratégie de mesure ou le périmètre de repérage établi.

**TABLEAU DE RECENSEMENT DES TRAVAUX ÉTABLI PAR LE DONNEUR D'ORDRE**

Local / Structure	Nature des travaux
ZAP 08	Remplacement de la porte monumentale Cloisonnement du local 051 Ouverture en façade du local 051

**DOCUMENTS FOURNIS :** Plan du bâtiment

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## 4. PERIMETRE DU REPERAGE (LOCAUX ET PARTIES D'IMMEUBLES CONCERNES)

### DESCRIPTION DU BIEN

Activité principale de l'immeuble : Autres.

Date de construction : Date du permis de construire non connue

### PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES

Niveaux	Locaux
ZAP 08 / RdC	Hangar 054
ZAP 08 / RdC	Local 051

### PARTIES D'IMMEUBLE NON VISITEES

Niveaux	Locaux
Néant	

## II. METHODOLOGIE EMPLOYEE

La recherche et la mesure du plomb ont été réalisées selon le cadre réglementaire défini précédemment, en s'appuyant sur les préconisations du document de mars 2014 établi par la DIRRECTE Centre « Préconisations pour la réalisation d'un diagnostic plomb avant travaux (hors champ code de la santé publique) ».

L'identification des locaux, zones, revêtements, matériaux et des unités de diagnostic sont fonction de la nature et de la localisation des travaux effectués. Par ailleurs, pour les ensembles bâtis (plusieurs bâtiments construits à la même période) présentant des locaux similaires, un repérage par échantillonnage peut être envisagé. Le diagnostiqueur définit sous sa seule responsabilité le choix des locaux et unités de diagnostic qui doivent faire l'objet d'un repérage (fluorescence X et / ou prélèvement).



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## III. PROTOCOLE DU CONSTAT

### 1. IDENTIFICATION DES LOCAUX

Par local, on entend toute pièce (salle de séjour, toilettes, etc.) et par extension : couloir, hall d'entrée, palier, partie de cage d'escalier située entre deux paliers, appentis, placard, etc.

Une cage d'escalier est découpée en plusieurs locaux. Sont considérés comme locaux distincts :

- > chaque palier ;
- > chaque partie de cage d'escalier située entre deux paliers.

En vue d'assurer la cohérence de ce découpage, le hall d'entrée pourra être assimilé au palier du rez-de-chaussée.

### 2. IDENTIFICATION DES REVÊTEMENTS

Par revêtement, on entend un matériau mince recouvrant les éléments de construction.

Les revêtements susceptibles de contenir du plomb sont principalement les peintures (du fait de l'utilisation ancienne de la céruse et celle de produits anti-corrosion à base de minium de plomb), les vernis, les revêtements muraux composés d'une feuille de plomb contrecollée sur du papier à peindre, le plomb laminé servant à l'étanchéité de balcons.

Bien que pouvant être relativement épais, les enduits sont aussi à considérer comme des revêtements susceptibles de contenir du plomb.

D'autres revêtements ne sont pas susceptibles de contenir du plomb : toile de verre, moquette, tissus, crépi, papier peint, ainsi que les peintures et enduits manifestement récents, mais ils peuvent masquer un autre revêtement contenant du plomb et sont donc à analyser.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

### 1. PRESTATIONS REALISEES :

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir du plomb concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC  
**Laboratoire(s) d'analyse :** ITGA Agence de Saint-Etienne (1-1761)
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

### 2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE :

Accompagnateur(s) :  
> Mr LOULIN Stéphane

### 3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

#### Etat d'occupation des locaux lors de notre visite :

Les locaux étaient-ils occupés lors de la visite ? OUI

#### Autres informations sur le déroulement de la mission :

Néant

### 4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Néant

### 5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeubles concernées par la mission sont les suivants.

Etage	Plan
RdC	PL 01 – Localisation des prélèvements

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## V. RESULTATS DETAILLES

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage classés par localisation.

Successivement sont présentés :

- > Les composants à concentration massique en plomb acido-soluble  $\geq$  à 1.5mg/g (§ 5.1),
- > Les composants à concentration massique en plomb acido-soluble  $<$  à 1.5mg/g (§5.2 et 5.3)
- > Les composants pour lesquels l'analyse en laboratoire nécessaire pour identifier la présence de plomb n'a pas encore été effectuée (§ 5.4)

En colonnes 3 et 4 des tableaux, figurent les numéros d'identification du composant et/ou du prélèvement : ceux-ci sont repris sur le(s) PV d'analyse, sur le(s) plan(s) et sur les planches de photos.

### 1. MATERIAUX OU PRODUITS A CONCENTRATION MASSIQUE EN PLOMB ACIDO-SOLUBLE $\geq$ 1.5mg/g

Localisation	Composant		N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Porte monumentale	Peinture blanche	Revêtement porte	01 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $>1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Poteau métallique extérieur	Peinture bleue	Revêtement poteau	03 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $>1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Poteau métallique extérieur	Peinture grise	Revêtement poteau	04 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $>1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Poteau métallique intérieur	Peinture bleue	Revêtement poteau	05 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $>1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Poteau métallique intérieur	Peinture grise	Revêtement poteau	06 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $>1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Charpente métallique	Peinture grise	Revêtement charpente	07 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $>1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)

### 2. MATERIAUX OU PRODUITS A CONCENTRATION MASSIQUE EN PLOMB ACIDO-SOLUBLE $<$ 1.5 mg/g

Localisation	Composant		N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Porte monumentale	Peinture noire + jaune	Revêtement porte	02 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $<1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Local 051	Peinture jaune	Revêtement sol	08 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $<1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Local 051	Peinture blanche	Revêtement mur	09 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $<1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Local 051	Peinture marron	Revêtement poteau	10 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $<1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)
Façade local 051	Peinture blanche	Revêtement enduit mur façade	11 P	Concentration massique en plomb acido-soluble $<1.5\text{mg/g}$ (Après analyse en laboratoire)

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



### 3. LISTE DES MATERIAUX ET PRODUITS NE CONTENANT PAS DE PLOMB SUR JUSTIFICATIF

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Néant	-			

### 4. COMPOSANTS SUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES

N° Matériau	Localisation	Composant	Conclusion (justification)
Néant			

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



**Matériaux : 01P**  
Description : Peinture (blanche)  
Localisation : Porte monumentale  
Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble >1.5mg/g



**Matériaux : 02P**  
Description : Peinture (noire + jaune)  
Localisation : Porte monumentale  
Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble <1.5mg/g



**Matériaux : 03P**  
Description : Peinture (bleue)  
Localisation : Poteau métallique extérieur  
Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble >1.5mg/g



**Matériaux : 04P**  
Description : Peinture (grise)  
Localisation : Poteau métallique extérieur  
Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble >1.5mg/g



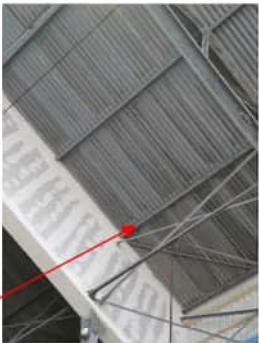


**Matériaux : 05P**  
Description : Peinture (bleue)  
Localisation : Poteau métallique intérieur  
Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble >1.5mg/g



**Matériaux : 06P**  
Description : Peinture (grise)  
Localisation : Poteau métallique intérieur  
Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble >1.5mg/g



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

 <p>Matériaux : 07P Description : Peinture (grise) Localisation : charpente métallique Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble &gt;1.5mg/g</p>	 <p>Matériaux : 08P Description : Peinture (jaune) Localisation : Local 051 - Sol Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble &lt;1.5mg/g</p>
 <p>Matériaux : 09P Description : Peinture (blanche) Localisation : Local 051 – mur intérieur Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble &lt;1.5mg/g</p>	 <p>Matériaux : 10P Description : Peinture (marron) Localisation : Local 051 – poteau métallique Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble &lt;1.5mg/g</p>
 <p>Matériaux : 11P Description : Peinture (blanche) Localisation : Local 051 - façade Résultat : Concentration massique en plomb acido-soluble &lt;1.5mg/g</p>	

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JERÉMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91

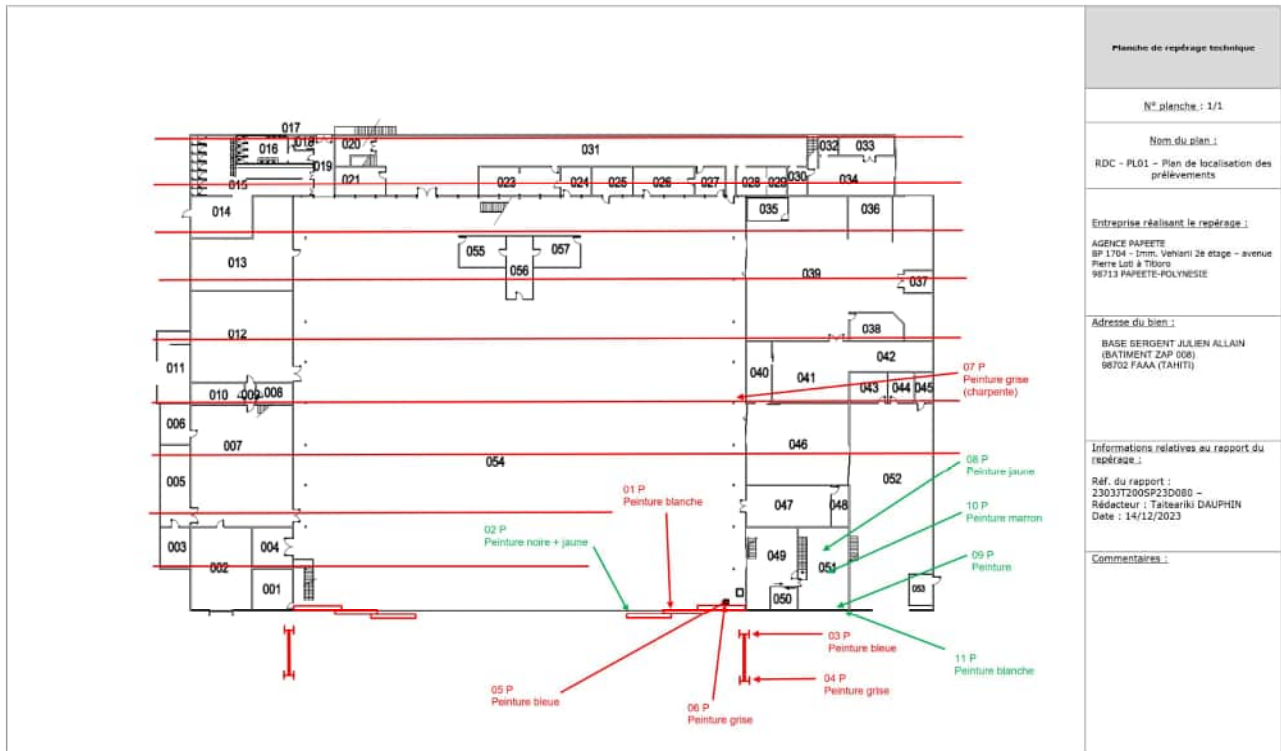


## ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



Numéro du dossier : SP23D 080 - PL001B - Référence du rapport : JT200232903  
Rapport de repérage des matériaux et revêtements contenant du plomb avant travaux  
Lieu d'intervention : BASE GERGENT JULIEN ALLAIN (BATIMENT ZAP 008) - 98702 FA'A (TAHITI)

13/25

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## ANNEXE 3 - PV ANALYSES

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



ITGA  
Agence de saint-etienne  
44, rue Jean Huss  
42000 Saint-Etienne  
Tel. : 04 77 79 52 80  
www.itga.fr - E-Mail : se@itga.fr

Accréditation n°1-1761  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, qui sont identifiés par le symbole <sup>(C)</sup>.

Rapport d'essai : KSP2306-0549-001\_1

Date : 13 juin 2023

Client :	SOCOTEC POLYNESIE	ITGA :	
Réf. commande :	SP23D.080 - GAM FAA'A ZAP 08 - CVPO	Date de réception des échantillons :	12 juin 2023
Interlocuteur :	M. DAUPHIN Taiteariki Mme SIAO Myriam		
Adresse :	25, Rue des Remparts Immeuble Te Papeava - BP 1704 98713 PAPEETE TAHITI		

Site de prélèvement : GAM FAA'A ZAP 08-CVPO

Description : Matériau (x6)

Analyses demandées : Concentration en Plomb Acido-soluble (revêtement)

Observations : Prélèvements effectués par vos soins

Saint-Etienne, le mardi 13 juin 2023

La Technicienne d'Analyse Habilitée  
Emilie PATURAL

Le rapport d'essai ne concerne que les objets soumis à essais. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Siège social : Rue de la Terre Adélie - Bât. R - CS 66862 - 35768 SAINT GREGOIRE CEDEX - Tél. 02 99 35 41 41 - Fax 02 99 35 41 42  
S.A.S au capital de 168420 euros - R.C.S. Rennes B 394 082 697 - Siret 394 082 697 00332

1/3

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



Rapport d'essai

KSP2306-0549-001\_1

13/06/2023

## Concentration en Plomb Acido-soluble (revêtement)

### MÉTHODE UTILISÉE

**Norme(s) :** NF X 46-031 (Prép) - Méthode interne selon NF EN ISO 11885  
**Support de prélèvement :** Matériau (revêtement)  
**Méthode de préparation :** Extraction aux ultrasons (HCl 0,07 N) 1h à 37°C - Filtration  
**Technique analytique :** ICP- AES

### PRÉLÈVEMENT

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

	01P	02P	03P
Emplacement	Peinture blanche - Porte monumentale Date de prélèvement : 06/06/2023	Peinture noire + jaune - Porte monumentale Date de prélèvement : 06/06/2023	Peinture bleue - Poteau métallique extérieur Date de prélèvement : 06/06/2023

### RÉSULTAT

MASSE	LQ	I	01P	02P	03P
Prise d'essai		mg	178,5	164,2	110
Plomb Acido-soluble <sup>(C)</sup>	5,0	16%	7084,0 ± 1133,4	134,6 ± 21,5	10240,0 ± 1638,4

CONCENTRATION	01P	02P	03P
Plomb Acido-soluble <sup>(C)</sup>	39,7 ± 6,3	0,820 ± 0,131	93,1 ± 14,9

### REMARQUES

- Date de préparation des échantillons : 13/06/2023
- Tout échantillon est détruit au cours de l'analyse.
- LQ : limite de quantification. I : incertitude.



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



Rapport d'essai

KSP2306-0549-001\_1

13/06/2023

## Concentration en Plomb Acido-soluble (revêtement)

### MÉTHODE UTILISÉE

Norme(s) : NF X 46-031 (Prép) - Méthode interne selon NF EN ISO 11885  
 Support de prélèvement : Matériau (revêtement)  
 Méthode de préparation : Extraction aux ultrasons (HCl 0,07 N) 1h à 37°C - Filtration  
 Technique analytique : ICP- AES

### PRÉLÈVEMENT

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

	04P	05P	06P
Emplacement	Peinture grise - Poteau métallique extérieur Date de prélèvement : 06/06/2023	Peinture bleue - Poteau métallique intérieur Date de prélèvement : 06/06/2023	Peinture grise - Poteau métallique intérieur Date de prélèvement : 06/06/2023

### RÉSULTAT

MASSE			04P	05P	06P
Prise d'essai	LQ	I	172,8	118,2	129,5
Plomb Acido-soluble <sup>(C)</sup>	5,0	16%	5658,0 ± 905,3	843,0 ± 134,9	633,8 ± 101,4

CONCENTRATION			04P	05P	06P
Plomb Acido-soluble <sup>(C)</sup>	mg/g		32,8 ± 5,2	7,14 ± 1,14	4,90 ± 0,78

### REMARQUES

- Date de préparation des échantillons : 13/06/2023
- Tout échantillon est détruit au cours de l'analyse.
- LQ : limite de quantification. I : incertitude.

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



ITGA  
Agence de saint-etienne  
44, rue Jean Huss  
42000 Saint-Etienne  
Tel. : 04 77 79 52 80  
www.itga.fr - E-Mail : se@itga.fr

Accréditation n°1-1761  
Portée disponible sur  
www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation, qui sont identifiés par le symbole (C).

Rapport d'essai : KSP2311-1457-001\_1

Date : 6 décembre 2023

Client :	SOCOTEC POLYNESIE	ITGA :	
Réf. commande :	SP23D.80 - GAM FAA'A ZAP 08 - CVPO	Date de réception des échantillons :	28 novembre 2023
Interlocuteur :	M. DAUPHIN Taiteariki Mme SIAO Myriam		
Adresse :	25, Rue des Remparts Immeuble Te Papeava - BP 1704 98713 PAPEETE TAHITI		

Site de prélèvement : /

Description : Matériau (x5)

Analyses demandées : Concentration en Plomb Acido-soluble (revêtement)

Observations : Prélèvements effectués par vos soins

Saint-Etienne, le mercredi 6 décembre 2023

L'Adjointe de la Responsable de Laboratoire  
Elodie DESCHAMPS

Le rapport d'essai ne concerne que les objets soumis à essais. La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Siège social : Rue de la Terre Adélie - Bât. R - CS 66862 - 35768 SAINT GREGOIRE CEDEX - Tél. 02 99 35 41 41 - Fax 02 99 35 41 42  
S.A.S au capital de 168420 euros - R.C.S. Rennes B 394 082 697 - Siret 394 082 697 00332

1/3

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



Rapport d'essai

KSP2311-1457-001\_1

06/12/2023

## Concentration en Plomb Acido-soluble (revêtement)

### MÉTHODE UTILISÉE

Norme(s) :	NF X 46-031 - Méthode interne IT 268
Support de prélèvement :	Matériau (revêtement)
Méthode de préparation :	Extraction aux ultrasons (HCl 0,07 N) 1h à 37°C - Filtration
Technique analytique :	ICP- AES

### PRÉLÈVEMENT

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

	07P	08P	09P
Emplacement	Charpente métallique Peinture grise date de prélèvement : 26/10/2023	Sol béton / local 051 Peinture jaune date de prélèvement : 26/10/2023	Mur intérieur / local 051 Peinture blanche date de prélèvement : 26/10/2023

### RÉSULTAT

MASSE	LQ	I		07P	08P	09P
Prise d'essai			mg	166,7	141,4	173,3
Plomb Acido-soluble <sup>(1)</sup>	5,0	16%	µg	485,2 ± 77,6	50,4 ± 8,1	85,0 ± 13,6

CONCENTRATION		07P	08P	09P
Plomb Acido-soluble <sup>(1)</sup>	mg/g	2,92 ± 0,47	0,357 ± 0,057 <sup>(1)</sup>	0,491 ± 0,078 <sup>(1)</sup>

### REMARQUES

- (1) L'échantillon contient une proportion importante de substrat (impossible à séparer de la peinture), le résultat peut être une estimation par défaut de la concentration en plomb-acido-soluble dans la peinture.
- Date de préparation des échantillons : 04/12/2023
  - Tout échantillon est détruit au cours de l'analyse.
  - LQ : limite de quantification. I : incertitude.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



Rapport d'essai KSP2311-1457-001\_1 06/12/2023

## Concentration en Plomb Acido-soluble (revêtement)

### MÉTHODE UTILISÉE

Norme(s) : NF X 46-031 - Méthode interne IT 268  
 Support de prélèvement : Matériau (revêtement)  
 Méthode de préparation : Extraction aux ultrasons (HCl 0,07 N) 1h à 37°C - Filtration  
 Technique analytique : ICP- AES

### PRÉLÈVEMENT

Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

	10P	11P
Emplacement	Poteau métallique - local 051 Peinture marron date de prélèvement : 26/10/2023	Façade / local 051 Peinture blanche date de prélèvement : 26/10/2023

### RÉSULTAT

MASSE	LQ	I	10P	11P
Prise d'essai			198	137,3
Plomb Acido-soluble <sup>(C)</sup>	5,0	16%	79,7 ± 12,8	51,6 ± 8,3

CONCENTRATION	10P	11P
Plomb Acido-soluble <sup>(C)</sup>	0,403 ± 0,064 (1)	0,376 ± 0,060

### REMARQUES

- (1) L'échantillon contient une proportion importante de substrat (impossible à séparer de la peinture), le résultat peut être une estimation par défaut de la concentration en plomb-acido-soluble dans la peinture.
- Date de préparation des échantillons : 04/12/2023
  - Tout échantillon est détruit au cours de l'analyse.
  - LQ : limite de quantification. I : incertitude.

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## ANNEXE 4 - NOTICE D'INFORMATION



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## 1. LES EFFETS DU PLOMB SUR LA SANTE

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs, baisse de la fertilité) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, avortement etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant (perturbation du développement du cerveau). Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

## 2. COMMENT SE CONTAMINE-T-ON ?

Les opérateurs se contaminent en respirant ou en avalant les particules de plomb contenues dans les fumées ou poussières :

### Sur les chantiers

- > en travaillant sans protection,
- > en fumant ou s'alimentant avec les mains sales,
- > en se rongant les ongles,
- > en mâchant de la gomme ou autres.

### Hors lieux de travail

Les particules déposées sur les cheveux, la barbe, la peau, les vêtements peuvent être importées dans les véhicules et au domicile des intervenants qui peuvent continuer à se contaminer et contaminer leurs proches.

## 3. QUE FAIRE EN CAS DE RISQUE POTENTIEL SUR UN CHANTIER ?

### Identifier la présence de plomb (obligation d'évaluer les risques)

- > Exploiter le diagnostic plomb avant travaux pour construire le projet de rénovation/réhabilitation et démolition
- > Remettre le diagnostic plomb avant travaux aux entreprises intervenantes

### Choisir un mode opératoire le moins polluant

En concertation avec les différents acteurs et les entreprises :

Choisir la technique d'intervention la moins polluante (Exemples : éviter le sablage/grenaillage, préférer le recouvrement au retrait des peintures par décapage mécanique ou chimique, utiliser des outils manuels peu émissifs)

### Définir les mesures de prévention et d'hygiène adaptées (obligation de sécurité)

- > Prévenir le médecin du travail pour la mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée
- > Prévoir les installations d'hygiène en adéquation avec la configuration du chantier
- > Choisir, fournir et entretenir les équipements de protection collective et individuelle adaptés y compris les vêtements de travail et combinaisons jetables,
- > Prévoir les installations d'hygiène (vestiaires – douches – sanitaires – restauration),
- > Prévoir un nettoyage régulier du véhicule (point d'eau, jerrican, sol, volant, sièges, étagère, outils,) en informant l'intervenant de la présence de plomb,
- > Prévoir les mesures d'évacuation et d'élimination des déchets,
- > Informer et former l'encadrement et les salariés sur les risques, moyens de protection et mesures d'hygiène, notamment :
  - o interdire de boire, fumer, mâcher de la gomme ou manger sur le chantier,
  - o rendre obligatoire le lavage des mains et du visage à chaque pause et la douche en fin de journée,
  - o interdire la prise de repas en vêtements de travail, sauf si ceux-ci ont été protégés par une combinaison jetable,
  - o ne pas ramener de vêtements de travail souillés à son domicile, d'où l'intérêt de porter une combinaison jetable.

### Contacter votre médecin du travail et les organismes de prévention pour :

- > des conseils dans le choix des protections,
- > une aide à l'information et à la formation,
- > une mise en œuvre d'une surveillance médicale adaptée (service de santé au travail).



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



**CARSAT du Centre**  
[www.carsat-centre.fr](http://www.carsat-centre.fr)  
 Tél 02 38 81 50 00  
 prev@carsat-centre.fr

**OPPBTP Centre**  
[www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr)  
 Tél 02 38 83 60 21  
 orleans@oppbtp.fr

**RSI région Centre**  
<http://www.rsi.fr/centre>  
 Tél 08 20 20 96 26



**Les coordonnées des services de santé au travail sont disponibles sur le site de la DIRECCTE Centre :**  
[www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre](http://www.centre.direccte.gouv.fr/les-services-de-sante-au-travail-en-region-centre)

**Si vous envisagez de réaliser des travaux sur des revêtements contenant du plomb et/ou des matériaux en plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.**

Des documents vous informent :

- > le diagnostic plomb avant travaux vous permet de localiser précisément ces revêtements et matériaux : lisez-le attentivement ! (seul ou en complément du Constat du Risque d'Exposition au Plomb)
- > la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb des travailleurs amenés à réaliser ces travaux.
- > Les guides de prévention :
  - Guides OPPBTP « Peintures au plomb - Aide au choix d'une solution technique de traitement pour les professionnels du bâtiment » (téléchargeable sur [www.preventionbtp.fr](http://www.preventionbtp.fr))
  - Guide INRS « Interventions sur les peintures contenant du plomb », ED 909 (téléchargeable sur [www.inrs.fr](http://www.inrs.fr))

OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JERÉMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



## ANNEXE 5 - ATTESTATION D'ASSURANCE

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPERATION :	GAM ZAP – BAT 08 – HANGAR CIP			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE	JEREMIE FREDY	jeremie.fredy@intradef.gouv.fr	(+689) 40.86.37.91



Votre intermédiaire

**MARSH SAS**

Département Construction

Tour Ariane

5, Place des Pyramides

La Défense 9

92088 Paris La Défense Cedex

☎ **01 41 34 50 00**

📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**

Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

## Votre contrat

Construction : Responsabilité  
civile professionnelle et  
exploitation

## Vos références

Contrat : **37503519275087**

Client : **0010834120**



Assurance et Banque

SOCOTEC INTERNATIONAL

5, place des Frères Montgolfier

78280 GUYANCOURT

## ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC INTERNATIONAL et ses filiales

5, place des Frères Montgolfier

78280 GUYANCOURT

N° SIREN : 323 210 161

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Ce contrat garantit, dans ses termes, limites et conditions, la Responsabilité Civile Professionnelle et exploitation encourue du fait de ses activités.

Montant des garanties :

1.500.000 Euros par sinistre.

**SOCOTEC POLYNESIE** est bénéficiaire des garanties.

Ces garanties s'exercent dans le MONDE ENTIER.

**LA PRÉSENTE ATTESTATION NE PEUT ENGAGER AXA FRANCE IARD SA AU-DELÀ DES CLAUSES ET CONDITIONS DU CONTRAT PRÉCITÉ AUQUEL ELLE SE RÉFÈRE, CE CONTRAT NE POUVANT EN AUCUNE MANIÈRE SE SUBSTITUER À CELUI QUI À L'ÉTRANGER SERAIT À SOUSCRIRE CONFORMEMENT À LA LEGISLATION LOCALE AUPRÈS D'ASSUREURS AGRÉÉS DANS LA NATION CONSIDÉRÉE.**

Nanterre le 02/12/2022

POUR LA SOCIÉTÉ :

Guillaume BORIE

Directeur Général Délégué d'AXA France

AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 899 309. TVA intracommunautaire n° FR 20 775 899 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 345 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 834,08 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78180 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 680 6431 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.